

LE BOLCHEVIK

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Trimestriel

N°167 – Mars 2004

0,80 €

Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique !

Le racisme, le voile et les élections en France



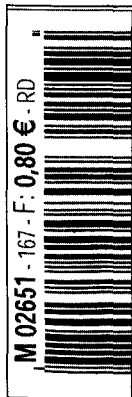
Le Bolchévik

Manifestation du 14 février contre la loi Chirac

3 mars – A l'automne dernier le gouvernement semblait affaibli ; il était confronté à une vague montante d'impopularité suite au démantèlement des retraites et au scandale des 15 000 morts de la canicule. Mais maintenant il se déchaîne même en pleine campagne électorale. Les attaques se multiplient et s'aggravent, avec en perspective la destruction du système de santé publique au début de l'été. Les déportations de sans-papiers ont augmenté de 36 % depuis le début de l'année. La nouvelle loi Perben II signifie une attaque en règle contre les droits de la défense face à la police et aux juges. Déjà, depuis le gouvernement Jospin-Chevènement, si vous discutiez avec un sans-papiers vous pouviez être soupçonné d'« aide au séjour irrégulier », mais maintenant les flics peuvent déclarer qu'il pourrait s'agir de criminalité « en bande organisée », c'est-à-dire impliquant au moins deux personnes. Sur cette base il est maintenant légal de vous mettre sur écoute téléphonique, de payer un indic pour vous espionner, de perquisitionner chez vous en pleine nuit, de vous mettre en garde à vue pendant des jours sans la

possibilité de voir un avocat. Suite à quoi ils vous feront craquer : ils pourraient vous suggérer ensuite de plaider coupable vu que vous avez déjà « avoué », ce qui vous ferait rejoindre directement, sans même un procès, les 60 000 prisonniers qui déjà surpeuplent les prisons. Nous disons : *A bas la loi Perben ! A bas les charters d'expulsion de Sarkozy ! Pour une lutte de classe contre le démantèlement programmé de la Sécu !*

Ce renforcement exorbitant des pouvoirs policiers n'est qu'une facette de l'offensive du gouvernement. L'augmentation de la répression vise en premier lieu les immigrés et leurs familles, mais derrière c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est visée. Le gouvernement s'apprête à remettre en cause les conventions collectives, le principe même des contrats à durée indéterminée pour généraliser la précarité, et interdire le droit de grève dans la fonction publique. Avec le RMA, des chômeurs doivent pouvoir être embauchés en-dessous de tous les planchers négociés avec les syndicats. Il s'agit d'accroître le taux de profit des capitalistes français, afin qu'ils soient en moins mauvaise posture face à leurs rivaux allemands ou américains qui ont profité de la crise pour licencier par millions et améliorer leur compétitivité. Cela s'accompa-



gne d'un regain d'agressivité impérialiste à l'étranger, avec maintenant une invasion d'Haïti par des troupes françaises. **Troupes US, françaises, de l'ONU, hors d'Haïti ! Troupes françaises, hors de Côte d'Ivoire !**

A bas l'unité Chirac-PS-Laguiller contre les jeunes femmes voilées !

L'arrogance renouvelée du gouvernement est le résultat direct du succès de la campagne raciste contre le foulard à l'école. Avec l'exclusion d'Alma et Lila, menée à Aubervilliers en septembre-octobre par des profs dits d'« extrême gauche » (membres de Lutte ouvrière, mais aussi un dirigeant de la LCR, Pierre-François Grond), Chirac avait le prétexte pour lancer la commission Stasi et faire passer une loi raciste excluant des écoles publiques les jeunes femmes musulmanes voilées. 93 % des députés prenant part au vote se sont prononcés pour la loi Chirac, un score plus élevé que le plébiscite pour Chirac des présidentielles de 2002, ou que le taux de popularité de Chirac pendant la guerre en Irak au printemps 2003, une popularité qui lui avait permis dans la foulée de détruire les retraites. Sur un total de 149 députés PS, 140 ont voté pour l'exclusion des femmes voilées, et le tiers des députés PC aussi malgré la posture officielle du Parti communiste de s'opposer à la loi. LO n'a pas de députés au Parlement mais on sait où penchait leur cœur : avec la loi Chirac. Ainsi *Lutte Ouvrière* (6 février) déclarait :

« Et si finalement loi il y a, tant mieux. [...] Cela dit, la loi n'existerait pas si des jeunes filles ne s'étaient pas bagarrées contre la soumission qu'on veut leur imposer et si, dans les écoles et les lycées, des enseignants ne les avaient pas soutenues et aidées dans leur combat. »

Ils sont fiers que leurs membres enseignants aient servi d'avant-garde à Chirac ! Ils versent des larmes de crocodile sur l'oppression bien réelle des femmes que représente le voile, pour justifier leur soutien au gouvernement sur cette question. La LCR déclare s'opposer à la loi – mais ses dirigeants peuvent tranquillement organiser des exclusions comme à Aubervilliers. Nous pensons au contraire qu'en capitulant aux campagnes racistes de l'Etat bourgeois on ne combat pas, mais au contraire on renforce, l'obscurantisme religieux et l'oppression des femmes. Nous sommes de notre côté bien connus depuis des années pour notre opposition aux exclusions racistes des femmes voilées, et nous sommes contre la loi Chirac.

Mais, alors que l'immense majorité des travailleurs, y compris d'origine immigrée, avait des illusions dans Chirac en 2002 contre Le Pen, et en 2003 contre la guerre de Bush en Irak, cette année la situation est plus contrastée. Une partie de la population perçoit à juste titre la dernière loi Chirac comme une mesure raciste contre les Maghrébins qui attise



Hadj/Nico/Sipa

Sans-papiers arrêtés, ici en 2001, sous le gouvernement Jospin. En 2003 Sarkozy a fait déporter plus de 30 000 personnes et veut doubler le chiffre cette année.

la division entre communautés « immigrées » ; beaucoup de travailleurs sont encore amers suite à la destruction des retraites l'année dernière. Dès que la loi contre le foulard a été votée la popularité de Chirac a recommencé à lourdement chuter. Il est possible de lancer une contre-attaque contre le gouvernement. Pour cela il faut rompre avec les traîtres réformistes du PS, du PCF, de la LCR ou de LO qui ont enchaîné d'une manière ou d'une autre les travailleurs à Chirac et à la bourgeoisie française ces dernières années. Il faut unifier la classe ouvrière derrière un programme révolutionnaire, derrière une perspective de renversement de tout ce système capitaliste raciste par une révolution ouvrière. Cela exige de construire un parti ouvrier multiethnique d'avant-garde, c'est-à-dire un parti léniniste.

Une perspective prolétarienne, révolutionnaire, internationaliste

On nous rétorque souvent que nous sommes des diviseurs, encore une organisation de plus, alors qu'il faudrait au contraire l'unité la plus large, sur la base de laquelle on pourrait construire un grand parti révolutionnaire. Certains ajoutent que le bloc politique LO-LCR aux élections peut représenter un pas vers cette unité. Le premier élément de réponse à cela, c'est d'abord : l'unité de qui avec qui ? En tant que marxistes nous pensons que le système économique capitaliste est basé sur une division fondamentale entre deux classes irrémédiablement antagoniques : les capitalistes, qui possèdent les moyens de production comme leur propriété privée, et les ouvriers, qui produisent les moyens de subsistance, les machines, les équipements, les produits de luxe (pour l'usage personnel des bourgeois), etc. En un mot les ouvriers produisent tout, mais ne possèdent rien que leur force de travail qu'ils sont obligés de vendre tous les jours à un capitaliste pour survivre. Les capitalistes paient aux ouvriers seulement de quoi reproduire leur force de travail, mais ils s'approprient toute la richesse supplémentaire créée par ce travail. Ce système n'est pas basé sur la satisfaction des besoins de la population, mais sur la recherche du profit maximum pour les capitalistes individuels (la « création de valeur pour les actionnaires » comme on dit dans la presse bourgeoise). Ce système n'est pas basé sur la mise en valeur rationnelle de la planète et des ressources de l'humanité, mais sur la concurrence entre capitalistes, le monopole capitaliste, la concurrence à une échelle plus élevée entre monopoles nationaux, qui débouche inévitablement sur des guerres pour le pillage et le re-

Suite page 15

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Robert Carlyle
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 1 83528. Distribué par les NMPP
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Il y a cinquante ans le colonialisme français était écrasé à Dien Bien Phu



AFP

Saluons la victoire héroïque du peuple vietnamien !

Le 7 mai 1954 à 17h30 le Vietminh, les forces communistes vietnamiennes dirigées par le général Giap, s'emparaient du poste de commandement de l'armée française, faisant prisonniers le général français de Castries et tout l'état-major du camp retranché de Dien Bien Phu. Tout le reste de la garnison se rendait à son tour. Après 55 jours et nuits de combat les troupes du Vietminh avaient anéanti la totalité des forces françaises de ce champ de bataille décisif de la guerre d'Indochine : c'est la victoire totale. Nous célébrons cette année le cinquantième anniversaire de la victoire des masses vietnamiennes. Cette victoire sonnait le glas de près de cent ans de colonialisme français en Indochine, et ouvrait la voie à la liquidation de l'empire colonial français en Afrique : moins de 6 mois après Dien Bien Phu commençait la guerre d'Algérie.

Avec la guerre d'Indochine, l'impérialisme français n'avait pas seulement mené une guerre coloniale pour regagner le contrôle de la région. En 1946, l'Union soviétique occupait toute l'Europe de l'Est pendant que le PC chinois menait une guerre civile contre les forces bourgeoises du Guomindang de Chiang Kai-shek, qui allait culminer avec la Révolution victorieuse de 1949. Donc la guerre d'Indochine s'intégrait explicitement dans la politique impérialiste de « repousser le communisme ». L'Indochine était en première ligne de la campagne de guerre impérialiste contre la Chine et l'URSS. L'impérialisme américain faisait front avec la France, et Eisenhower jurait qu'on ne pouvait absolument pas permettre au communisme international de progresser d'un seul pas dans le Sud-Est. Nous célébrons à double titre la victoire de Dien Bien Phu : non seulement elle a expulsé d'Indochine le colonialisme français, mais aussi elle a signifié la consolidation d'un Etat ouvrier dans le nord du Viet-

nam, même s'il était bureaucratiquement déformé dès le départ. Cependant, en dépit de sa victoire militaire totale, la direction stalinienne a abandonné à la table de négociation une bonne part de ce qui avait été gagné sur le champ de bataille. La guerre ne s'est terminée que 21 ans plus tard par la prise de Saïgon, avec des millions de personnes en plus tuées par les impérialistes américains.

La guerre d'Indochine avait commencé par le bombardement de Haiphong par les impérialistes français en novembre 1946, malgré le fait que la France avait formellement reconnu l'indépendance et la souveraineté du Vietnam. Suite au bombardement impérialiste de Haiphong, situé dans le nord du pays contrôlé par le Vietminh, celui-ci avait déclenché un vaste mouvement de contre-offensive ramifié dans toutes les localités occupées par les Français. Le Vietminh disposait non seulement de forces armées régulières, mais aussi de « compagnies autonomes », de milices rurales et urbaines d'autodéfense ainsi que d'un corps de non-combattants – les *dan cong* – engagés pour une durée déterminée au service du front dans le transport du ravitaillement, la construction et la réfection des routes. Le Vietminh combinait actions militaires et travail de mobilisation politique. Il y avait des formations de guérillas partout dans le pays. En 1952-1953 était déclenchée la réforme agraire, « la terre à ceux qui la travaillent », stimulant ainsi l'ardeur au combat de millions de paysans pour défendre ces acquis.

Dien Bien Phu est une grande cuvette située dans la partie occidentale de la région montagneuse du Nord-Vietnam, sur la frontière avec le Laos. C'est le commandement militaire français qui a choisi de faire de Dien Bien Phu le point de confrontation avec le Vietminh en y parachutant une partie de ses forces mobiles en novembre 1953, puis en conso-

lidant le poste en un camp retranché redoutablement fortifié. L'occupation et la consolidation de Dien Bien Phu deviennent aussi l'axe de la propagande impérialiste se vantant d'y démontrer une fois pour toutes le renouveau de puissance acquis par les forces françaises et leurs capacités stratégiques supérieures.

Au début de l'été 1953, les effectifs français se montent à environ 450 000 sur l'ensemble du théâtre d'opérations en Indochine (dont 120 000 Français, Africains et légionnaires, le reste étant composé de troupes supplétives vietnamiennes). Les effectifs à Dien Bien Phu ont été alors considérablement renforcés, avec au total environ 16 000 hommes. Avec un tel dispositif, le général Navarre affirmait à plusieurs reprises que Dien Bien Phu était une forteresse solidement retranchée dont les troupes vietnamiennes n'arriveraient jamais à s'emparer.

Du côté vietnamien, le principal problème était l'isolement de Dien Bien Phu qui était très éloigné des bases arrière du Vietminh ; il n'était accessible que par un chemin muletier d'une centaine de kilomètres. Cette route peu usitée traverse une succession ininterrompue de montagnes avec des pentes assez fortes, coupée par une centaine de torrents plus ou moins importants. Pour pouvoir utiliser l'artillerie – fournie par la Chine et l'Union soviétique – il fallait ouvrir cette route et la rendre praticable aux camions : les unités du génie l'ont ouverte, jetant des dizaines de ponts en un temps relativement court et en dépit des attaques renforcées, des grandes pluies et des crues. La traction des pièces a été une bataille extrêmement ardue où se sont manifestés un courage et une énergie extraordinaires. Dans de nombreuses circonstances des combattants ont fait le sacrifice de leur vie pour préserver l'artillerie. Ils ont transporté environ 4,5 millions de tonnes kilométriques dont une partie seulement par des moyens mécaniques et le reste par des moyens rudimentaires, à la force des bras.

Pour le ravitaillement du Vietminh en vivres, munitions et médicaments, des lignes ont été organisées sur plusieurs centaines de kilomètres, traversant des passages très accidentés, sous les bombardements continuels de l'ennemi qui s'évertuait à détruire les routes y compris avec des bombes à retardement. Des centaines de *dan cong*, hommes et femmes, ont consacré plus de trois millions de journées de travail pour cela. Des dizaines de milliers de sampans et de pirogues, d'innombrables convois de chevaux et de mulets ont employé routes et chemins, fleuves et torrents pour ravitailler le front. Les sampans et pirogues, pour la plupart conduits par des femmes, ont franchi de nombreux chutes et rapides.

Le Vietminh a lancé l'offensive après une minutieuse préparation. Le général Vo Nguyen Giap, commandant en chef de l'armée vietnamienne, a lui-même résumé le déroulement de la bataille (*Dien Bien Phu* [1964]). L'ordre d'attaquer fut donné le 13 mars 1954. La campagne elle-même s'est déroulée en trois phases. Puis, le 7 mai la démoralisation s'empara des Français : les avions de ravitaillement s'en retournent sans lâcher leurs parachutes ; les Français commencent à détruire des armes et les soldats jettent armes et munitions dans la rivière. A 14h l'assaut est lancé, rencontrant peu de résistance ; dans la position dite 507, toute la garnison arbore le drapeau blanc et se rend, bientôt suivie par les autres positions. Il devient clair que les rangs français se désagrègent et que les troupes ont perdu toute combativité. Partout où pénètrent les troupes vietnamiennes, les Français brandissent le drapeau blanc et capitulent. Au total il y eut 1 749 officiers



Gamma-Liaison

Prisonniers vietnamiens, arrêtés pour subversion d'une garnison française, en 1907.

et sous-officiers tués ou capturés, 62 avions (de divers types) abattus ou détruits.

Le Vietnam : une révolution déformée dès son origine

La victoire des masses vietnamiennes contre les impérialistes, français d'abord et américains ensuite, a été rendue possible par les livraisons d'armes du Parti communiste chinois arrivé au pouvoir en 1949, et par le parapluie nucléaire soviétique qui a refréné l'envie des impérialistes US d'en finir avec le Nord-Vietnam à coups de bombes atomiques. L'ex-président américain Nixon dit dans ses mémoires à propos de la guerre d'Indochine : « A Washington, l'état-major interarmes avait conçu un plan dénommé Opération Vautour, pour utiliser trois petites bombes atomiques tactiques afin de détruire les positions du Vietminh et soulager la garnison française » (cité par Michael Maclear, *The Ten Thousand Day War* [La guerre de 10 000 jours] : *Vietnam, 1945-1975*, [1981]). L'héroïque volonté de lutte des masses vietnamiennes a été prouvée par leur incroyable endurance face à des années de répression et de bombardement d'annihilation les plus barbares. Si les masses nord-vietnamiennes ont fait preuve de si incroyables qualités de courage et d'abnégation dans leur lutte pour se libérer du joug impérialiste, c'est parce qu'elles savaient pour quoi elles se battaient. La victoire du Vietminh allait signifier la liquidation du capitalisme par l'instauration d'un Etat ouvrier déformé.

La Révolution vietnamienne n'était pas une révolution prolétarienne basée sur des soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats comme l'était celle de 1917 en Russie. Le fondateur et principal dirigeant du Parti communiste vietnamien, Ho Chi Minh, n'est lui-même devenu actif dans l'Internationale communiste qu'après 1923, alors que celle-ci commençait à dégénérer sous la direction de Staline et Zinoviev. Dans la ligne du dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays » (l'URSS), le Parti communiste vietnamien avait pour programme la lutte pour un Vietnam bourgeois démocratique. Lorsque le Japon s'est effondré en août 1945, Ho Chi Minh a massacré les trotskystes pour accueillir les « Alliés » y compris les colonisateurs français. Après sa prise du pouvoir à Hanoi en 1945, il n'a pas hésité à consacrer l'ex-empereur Bao Dai « conseiller politique suprême » du nouveau gouvernement « démocratique », et surtout il s'est employé avec détermination à faire taire toute expression de

Suite page 19

Brésil

Le front populaire de Lula serre la vis aux travailleurs

L'article ci-dessous a été écrit par nos camarades du Grupo Espartaquista de México, section de la Ligue communiste internationale.

* * *

Jadis un des dirigeants ouvriers les plus célèbres d'Amérique latine, l'ancien ouvrier métallurgiste Luiz Inacio Lula da Silva est maintenant président du Brésil, et honore depuis un an toutes les promesses qu'il a faites... aux capitalistes brésiliens et à leurs parrains impérialistes. Le gouvernement de Lula utilise son immense autorité dans le mouvement ouvrier pour imposer une grande partie des exigences du Fonds monétaire international (FMI) à la population pauvre du Brésil, ce que ses prédécesseurs n'avaient pas réussi à faire.

Le Partido dos Trabalhadores (PT - Parti des travailleurs) est né des grandes luttes ouvrières contre la dictature militaire à la fin des années 1970, et a été fondé en février 1980. Quand Lula fut élu président en 2002, beaucoup de travailleurs brésiliens croyaient qu'un des leurs s'était finalement hissé au pouvoir et représenterait leurs intérêts. Mais leurs aspirations ont été foulées aux pieds. La coalition qui a porté Lula au pouvoir est un exemple de ce que les staliniens appellent un « front populaire », mais qui est pour nous, marxistes, une coalition de collaboration de classes dans laquelle un ou plusieurs partis ouvriers s'allient à des forces bourgeoises pour gouverner pour le compte des capitalistes.

Dans le cas présent, le principal parti ouvrier de masse, le PT, ainsi que deux partis communistes de taille non négligeable, les vieux staliniens du PCB et du PCdoB anciennement pro-albanais, ont fait alliance avec le Parti libéral de José Alencar, propriétaire du plus grand conglomérat brésilien du textile, Coteminas. Le Parti libéral d'Alencar n'est pas n'importe quelle formation bourgeoise ; c'est la vitrine politique d'un groupe « évangélique », l'« Eglise universelle du royaume de Dieu » qui, comme on peut s'y attendre, est contre l'avortement et les droits des homosexuels.

Lula a expliqué son alliance avec Alencar en déclarant : « Cela rendra possible de symboliser pour la première fois l'union du travail avec le représentant du capital, dans la perspective d'établir dans ce pays un nouveau contrat social, une nouvelle relation dans la société brésilienne » (*O Estado de São Paulo*, 22 juin 2002). En réalité, ce n'est pas la « première fois » que le PT recherche une telle union nationaliste de collaboration de classes entre travail et capital ; au moins depuis les élections présidentielles de 1989, c'est son



En juin 2003, des dizaines de milliers de travailleurs brésiliens manifestaient contre le projet de réduction des retraites par le gouvernement Lula, élu en 2002.

programme et sa perspective.

Le front populaire enchaîne le prolétariat à son ennemi de classe, subordonnant ainsi les intérêts des travailleurs au pouvoir capitaliste. Toute l'histoire du léninisme et du trotskysme est un combat contre la collaboration de classes et pour l'indépendance politique de la classe ouvrière. C'est de cette manière que le Parti bolchévique a réussi à conduire les travailleurs de Russie au pouvoir en octobre 1917. Après la révolution de Février qui avait renversé la monarchie tsariste, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires avaient constitué un gouvernement de coalition avec des forces bourgeoises. Les bolchéviks de Lénine dénoncèrent cette décision comme une trahison du prolétariat, refusèrent d'accorder le moindre soutien au gouvernement, avec comme mot d'ordre « A bas les dix ministres capitalistes ! » On peut mesurer l'ampleur de la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier soviétique par le fait que l'Internationale communiste stalinisée, tournant le dos à toute l'expérience de la Révolution bolchévique, a adopté le « front populaire » comme politique officielle lors de son Septième Congrès en 1935. Renonçant à l'internationalisme révolutionnaire qui avait animé la Révolution russe, la politique du front populaire faisait partie intégrante d'une stratégie futile qui consistait à chercher à se concilier les bonnes grâces de l'impérialisme mondial en sabotant les révolutions ouvrières dans le monde entier.

Des manœuvres de collaboration de classes comme le front populaire sont une garantie donnée à la bourgeoisie que l'économie capitaliste et la propriété privée seront protégées. L'expérience du Chili au début des années 1970 en est l'illustration. En 1970, Salvador Allende arrivait au pouvoir à la



Eduardo/BG Press

Mars 2002 - Des dirigeants du Mouvement des paysans sans-terre arrêtés après que des centaines de personnes avaient occupé un ranch appartenant à Cardoso, le président de l'époque.

tête de l'Unidad Popular, un front populaire réunissant le Parti socialiste et le Parti communiste dans une coalition avec de petites formations bourgeoises. Le gouvernement de l'Unidad Popular, qui s'était engagé à défendre l'Etat bourgeois, prêchait que les travailleurs devaient faire confiance aux « officiers constitutionnels » aux échelons les plus élevés des forces armées. A l'époque de l'arrivée au pouvoir d'Allende, nous écrivions :

« Le devoir le plus élémentaire des marxistes révolutionnaires est de s'opposer de façon inconciliable au front populaire dans les élections, et de ne pas lui accorder la moindre confiance une fois au pouvoir. Tout "soutien critique" à la coalition d'Allende est une trahison de classe, qui pave la voie à une défaite sanglante pour les travailleurs chiliens, quand la réaction intérieure, activement soutenue par l'impérialisme international, sera prête. »

- « Chilean Popular Front » [Le front populaire chilien], *Spartacist* édition anglaise n° 19, novembre-décembre 1970

De façon tragique, nos mises en garde se sont avérées fondées. En 1973, un coup d'Etat sanglant, avec à sa tête le général Augusto Pinochet, a écrasé la gauche et les syndicats chiliens, faisant des milliers de victimes, torturées, disparues ou assassinées. Ce genre d'exemple explique pourquoi Léon Trotsky, qui a dirigé aux côtés de Lénine la Révolution bolchévique de 1917, disait que le front populaire n'était pas une tactique, mais le plus grand crime.

La différence clé entre le Brésil d'aujourd'hui et le Chili du début des années 70 est que le Chili vivait une situation pré-révolutionnaire que le front populaire servait à désamorcer. Au contraire, Lula est arrivé au pouvoir avec la bénédiction de la bourgeoisie brésilienne parce que les capitalistes ont estimé qu'il avait l'autorité nécessaire pour convaincre les travailleurs d'accepter des mesures d'austérité. En outre, moins d'un an après une longue vague de manifestations en Argentine contre la saignée de l'économie de ce pays par le FMI, certains secteurs de la bourgeoisie brésilienne voulaient un président avec les qualifications nécessaires pour contrôler ou prévenir toute lutte potentielle. Le PT est un parti ouvrier bourgeois, avec une base ouvrière mais une direction ayant un programme procapitaliste. Cette contradiction entre la base et le sommet de ce genre de parti est neutralisée quand il arrive aux affaires et administre l'Etat capitaliste. En fait, Lula est un serviteur crédible à la fois des impérialistes et de la bourgeoisie brésilienne.

La Ligue communiste internationale est par *principe*

contre les fronts populaires et toutes les autres formes de collaboration de classes, et c'est là un élément clé de notre lutte pour *l'indépendance politique de la classe ouvrière et contre sa subordination à la bourgeoisie.*

Le régime de Lula attaque les travailleurs, les paysans, les pauvres

Dans sa première année aux affaires, le gouvernement Lula a dégagé un excédent budgétaire encore plus élevé que ce qu'exigeait le FMI ; cela a été obtenu par des coupes sombres dans les dépenses sociales et par une augmentation des licenciements, le tout accompagné de répression d'Etat. Le gouvernement, par exemple, a dépensé 48 milliards de reals (environ 17 milliards de dollars) pour rembourser les intérêts de la dette envers le FMI sur une période de trois mois l'année dernière, tandis que moins d'un tiers de cette somme était investi dans les infrastructures. Depuis l'arrivée aux affaires de Lula, on compte 600 000 nouveaux chômeurs. D'après le *New York Times* (4 janvier), le pouvoir d'achat de la population a diminué de 20 %, tandis que les dépenses liées aux programmes sociaux ont été réduites de 8 % par rapport à la dernière année du précédent gouvernement.

L'attaque du gouvernement contre le système des retraites suscite des réactions de colère. Saluée par le FMI, cette mesure, adoptée le 11 décembre 2003, va se traduire par une réduction drastique des retraites des fonctionnaires. L'âge minimum de départ à la retraite passera à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes. L'âge officiel de la retraite pour les hommes est maintenant supérieur à l'espérance de vie, qui est de 59 ans. En réaction à ce projet de réduction des retraites, la Central Unida dos Trabalhadores (CUT - Centrale unie des travailleurs, la gigantesque fédération syndicale liée au PT) a déclenché en juillet dernier une grève du secteur public qui a duré plus d'un mois et rassemblé plus de 800 000 travailleurs. Quand le projet de loi sur la réforme des retraites a été présenté devant le Sénat et le Congrès national brésiliens, quatre parlementaires de l'« aile gauche » du PT ont osé voter contre. En représailles, la direction du PT de Lula les a exclus du parti en décembre.

Un autre domaine où l'administration Lula a démontré sa loyauté envers le capitalisme est la question de la terre. Les ex-alliés de Lula au sein du Movimento dos Trabalhadores

Suite page 10

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) - (incluant Spartacist)

Hors Europe : 4,50 € (avion 6 €)

Etranger : mandat poste international

Canada : Cdn\$5

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre du *Bolchévik*

Ecrire au *Bolchévik*, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

Edward Said

Défenseur passionné de la liberté des Palestiniens et de la dignité humaine

Après 12 ans de leucémie, Edward Said, défenseur passionné des droits des Palestiniens et spécialiste de littérature moderne, est mort le 25 septembre 2003. Un hommage rendu par Robert Fisk, reporter sur le Proche-Orient pour le journal britannique *Independent*, était titré de manière appropriée : « Palestinien, intellectuel et combattant, Edward Said s'est violemment opposé à Arafat et Sharon jusqu'à son dernier soupir » (26 septembre 2003). Au cours des dernières années de sa vie, chaque apparition publique de Said, spécialement si cela entraînait un voyage, se transformait en une bataille prolongée avec le mal qui le rongait et les conseils de son médecin et proche ami qui, comme il s'empessait de le rappeler à ses collègues arabes, était juif. Mais personne n'arrivait à l'arrêter.

Il a dédié un de ses derniers discours à la dignité et au courage de Rachel Corrie, membre de l'International Solidarity Movement [Mouvement de solidarité internationale] qui a été écrasée par un bulldozer de l'armée israélienne en mars 2003 parce qu'elle tentait de stopper la démolition d'une maison palestinienne à Gaza :

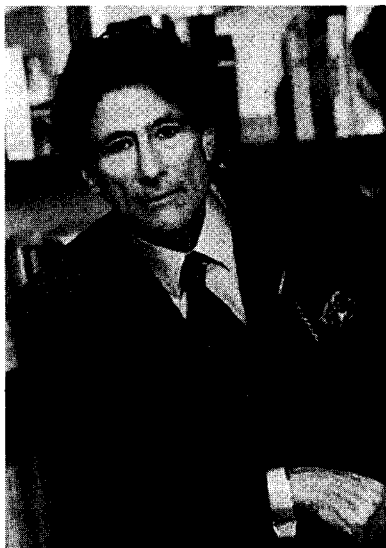
« Il faut que nous nous souvenions que ce genre de solidarité n'est plus confiné à un petit nombre d'âmes intrépides ici et là, mais est reconnu dans le monde entier.

« Toutes les fois que les faits sont rendus publics, il y a une reconnaissance immédiate et une expression de la plus profonde solidarité avec le bien-fondé de la cause des Palestiniens et la vaillante lutte des Palestiniens en son nom. »

- *CounterPunch*, 23 juin 2003

Personne n'a fait davantage que Said pour faire connaître ces faits. Ennemi juré des clichés, de la démagogie et de l'hypocrisie, il a insufflé à la cause palestinienne l'intégrité qu'elle méritait et l'a présentée comme faisant partie d'une vision universaliste, profondément laïque, de la liberté humaine.

Edward Said est né à Jérusalem en 1935. Son nom même exprimait la rencontre et le choc des cultures. Son père, Wadie, insistait pour qu'on l'appelle William. Cet homme d'affaires qui avait réussi, avait émigré aux USA avant la Première Guerre mondiale et obtenu la citoyenneté américaine, puis avait servi dans l'armée en France pendant la guerre. Sa mère, Hilda, la fille d'un pasteur baptiste de Nazareth, lui avait donné le prénom du Prince de Galles. Wadie a imposé une éducation victorienne stricte à ses enfants, l'arabe était interdit à la maison sauf lorsque l'on s'adressait aux domestiques. Il était interdit à l'école. Seul



Northfield Mount Hermon

1935-2003

l'anglais était autorisé bien que tous les étudiants eussent une autre langue maternelle qu'ils utilisaient entre eux dans le dos des enseignants. Dans cette atmosphère étouffante, Said s'est fait exclure de la dernière école qu'il fréquentait en Egypte, appelée avec justesse Victoria College.

Partout où il allait, Said se sentait *à contre-voie* : c'est comme cela qu'il a intitulé ses mémoires sur son enfance et ses années d'étudiant écrites en 1999. En Palestine, les Said étaient membres d'une minorité chrétienne avec des passeports américains. Après la guerre israélo-arabe de 1948 durant laquelle 68 % de la population palestinienne ont été expulsés, Edward Said a passé l'essentiel de son enfance en Egypte. Là-bas, les Said étaient des « Shami » dans la double signification de ce terme tel que l'utilisent les Egyptiens, désignant les arabophones non-égyptiens et les ressortissants de la

« Grande Syrie » (Syrie, Liban et Palestine).

Alors que l'édifice complètement corrompu et pourri de l'Egypte coloniale britannique du roi Farouk s'écroulait autour d'eux, les Said ont envoyé Edward dans un pensionnat du Massachusetts. Il a décrit ces années-là comme les plus misérables de sa vie, alors qu'il était le seul Arabe dans cette institution de la haute société. Il est ensuite allé à Princeton et a passé son diplôme à Harvard où il a rédigé une thèse de doctorat sur Joseph Conrad, l'illustre romancier d'origine polonaise qui est devenu citoyen britannique et a écrit dans sa langue d'adoption, l'anglais. Contre ceux qui tentaient de réduire le romancier soit à ses origines polonaises, soit à sa prédilection pour tout ce qui était anglais, Said a écrit plus tard en insistant de façon très marquée : « Finalement, nous nous rendons compte que [son] travail est en fait constitué par l'expérience de l'exil ou de l'aliénation, qui ne peut jamais être rectifiée » (« *Between Worlds* » [Entre deux mondes], *London Review of Books*, 7 mai 1998).

Après avoir visité la Cisjordanie en 1998, Said a été invité à parler à Nazareth. Annexée par Israël en 1948, c'est la plus grande ville arabe palestinienne dans l'« Etat juif ». Dans sa présentation, Said admettait savoir peu de choses sur les citoyens de seconde zone que sont les Palestiniens d'Israël,

« [...] qui avaient été considérés dans le monde arabe quasiment comme des traîtres parce qu'ils étaient restés citoyens non-juifs en Israël.

« Cela me frappait alors, comme je le disais, que les Palestiniens israéliens étaient devenus cruciaux pour notre ave-

nir en tant que peuple étant donné leur situation de non-Juifs dans un Etat juif ; ils rendaient plus frappantes les anomalies du nationalisme et de la théocratie à travers le Moyen-Orient. Le nationalisme était devenu l'impasse de notre vie politique, exigeant des sacrifices sans fin et l'abrogation de la démocratie au nom de la sécurité nationale. »

- « West Bank Diary » [Journal de Cisjordanie], *Al-Ahram Weekly*, 10-16 décembre 1998

Said, le champion de l'émancipation nationale palestinienne, était tout ce qu'il y a de plus « cosmopolite sans racine ». Il ne pouvait complètement cadrer ni dans la société palestinienne ni dans la société égyptienne car ses origines étaient chrétiennes. En même temps, il ne pouvait pas appartenir à la société américaine car il était palestinien. Dans ses mémoires, Said décrit comment dans certains cercles il insistait que son nom était Edward alors que dans d'autres il insistait qu'il était Said. Il personnifiait le tempérament hérétique que le marxiste polonais Isaac Deutscher attribuait dans « Le Juif non-juif » à « ces grands révolutionnaires de la pensée moderne : Spinoza, Heine, Marx, Rosa Luxemburg, Trotsky et Freud » :

« Ils étaient *a priori* exceptionnels dans le sens où en tant que Juifs ils vivaient aux frontières de diverses civilisations, religions et cultures nationales. Ils étaient nés et avaient grandi aux frontières d'époques diverses. Leurs esprits étaient venus à maturité à un endroit où les influences culturelles les plus variées se croisaient et se fertilisaient les unes les autres. »

- *Le Juif non-juif et autres essais* (1968)

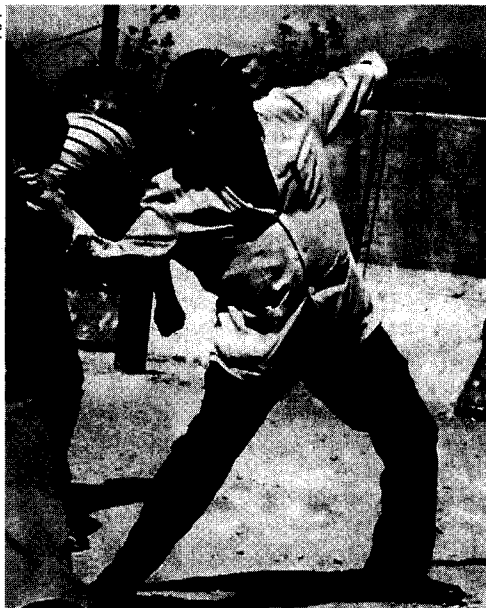
Said représentait cette petite minorité du Proche-Orient détachée de ce qu'ils appelaient leur patrie et qui cependant ne pouvaient jamais s'en libérer, ceux que le monde considérait comme des Arabes et que les Arabes voyaient souvent comme des étrangers, qui se trouvent pris entre deux mondes très différents où ils n'appartiennent à aucun. Pour Said, la société arabe moderne, tournée vers l'intérieur, avec son caractère exclusif et son fanatisme religieux, était beaucoup trop étriquée. Et la société occidentale, avec son énorme arrogance, sa brutalité et son hypocrisie, ne pouvait pas lui fournir une alternative.

Impact de la guerre israélo-arabe de 1967

En 1963, Said a rejoint la Columbia University [à New York] où il s'est orienté vers une carrière remarquable mais peu mouvementée de professeur de littérature européenne moderne et de critique littéraire. Comme il l'a écrit dans « Entre deux mondes » :

« Le grand changement est survenu avec la guerre israélo-arabe de 1967 qui a coïncidé avec une période d'activisme politique intense sur la fac autour des droits civiques et de la guerre du Vietnam. Je me suis naturellement trouvé impliqué sur les deux fronts mais, pour moi, il y avait en plus la difficulté d'essayer d'attirer l'attention sur la cause palestinienne. Après la défaite arabe, il y a eu une réémergence vigoureuse du nationalisme palestinien, incarnée par le mouvement de résistance situé principalement en Jordanie et dans les nouveaux territoires occupés. Plusieurs amis et membres de ma famille avaient rejoint le mouvement et lorsque j'ai visité la Jordanie en 1968, 1969 et 1970, je me suis trouvé parmi un certain nombre de contemporains qui avaient les mêmes idées. Aux USA, cependant, ma politique était rejetée - avec un certain nombre d'exceptions notables - à la fois par les activistes antiguerre et les sympathisants de Martin Luther King. Pour la première fois, je me suis senti sincèrement divisé entre d'une part les pressions de mes origines et ma langue qui se faisaient de plus en plus ressentir, et d'autre part les exigences complexes d'une situation aux USA qui mini-

AFP



Juillet 2000 : Edward Said jetant une pierre par-dessus la frontière pour célébrer le retrait israélien du Liban

misait et en fait méprisait ce que j'avais à dire à propos de la quête pour la justice palestinienne - ce qui était considéré comme antisémite ou pronazi. »

- *London Review of Books*, 7 mai 1998

Said a toujours insisté que la nation de langue hébraïque a le droit d'exister et le droit à l'autodétermination en Palestine. Cependant, elle n'a **aucun droit** à un « Etat juif » par l'expulsion et la répression de la nation palestinienne indigène.

La défaite humiliante des régimes nationalistes arabes en 1967 ainsi que la boucherie menée en 1970 par le roi Hussein de Jordanie contre quelque 10 000 Palestiniens pendant le massacre du Septembre noir ont provoqué le développement de groupes de guérilla palestiniens. Même le Fatah de Yasser Arafat, le groupe le plus important et le plus modéré, qui dominait l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a proclamé « la lutte armée » comme sa principale stratégie. Cependant, en 1974, le Conseil national palestinien (CNP), dominé par l'OLP, a adopté un « Programme de transition » pour un Etat en Cisjordanie comme « un maillon dans la chaîne de la stratégie [...] pour établir un Etat palestinien démocratique ». A l'époque, nous avions mis en garde qu'un tel « mini-Etat » servirait de bantoustan de type sud-africain, servant à déverser les réfugiés indésirables. Néanmoins, nous défendrions le droit des Palestiniens à mettre sur pied leur propre gouvernement dans les territoires occupés « comme une application déformée et partielle de leur droit à l'autodétermination » (*Workers Vanguard* n° 58, 6 décembre 1974).

Said a d'abord fait l'éloge de la proposition du « mini-Etat » comme une expression du nouveau réalisme de l'OLP, et en 1977 il a été élu au CNP. Mais il a été gagné par la désillusion à cause de la corruption régnant dans l'OLP et du despotisme d'Arafat. Finalement, Said a démissionné du CNP en même temps qu'Ibrahim Abu Lughd, Abdulmuhsen Qattan, Mahmoud Darwish et Shafiq Al Hout, à cause du soutien d'Arafat à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1990.

Pendant ce temps, en 1987, la première intifada, ou soulèvement de la jeunesse palestinienne, balayait les territoires occupés. Malgré la répression brutale par les troupes de choc israéliennes, baptisée le « poing d'acier », cette rébellion n'a pas pu être anéantie. Suite au rapide écrasement militaire

de l'Irak par les USA et à l'effondrement de l'Union soviétique, Arafat s'est précipité pour signer les « Accords de paix » d'Oslo. Ce n'était même pas une expression déformée de l'autodétermination mais « il [l'accord] apposerait le sceau de l'OLP sur l'oppression nationale des masses arabes palestiniennes, opprimées depuis si longtemps » (*le Bolchévick* n° 125, novembre-décembre 1993).

Said est devenu le critique palestinien le plus tranchant d'Oslo, le flétrissant comme « un instrument de la reddition des Palestiniens, un Versailles palestinien » (*London Review of Books*, 21 octobre 1993). Les droits nationaux de millions de Palestiniens en exil n'étaient pas mentionnés par l'accord. La question des colonies qu'habitaient des racistes anti-Arabes fanatiques et des auxiliaires ouvertement fascistes de l'armée israélienne était « reportée à plus tard ». Depuis 1993, le nombre de colons a plus que doublé. D'après un rapport de B'Tselem, un groupe israélien pour les droits de l'homme, intitulé « Accaparement de terres : la politique de colonisation d'Israël en Cisjordanie » (cité dans le *Guardian* de Londres, 15 mai 2002), ce n'est pas moins de 42 % des terres palestiniennes en Cisjordanie qui ont été saisies par le gouvernement israélien et ont été désignées pour être des colonies sionistes. Faisant usage du matériel militaire moderne généreusement fourni par les Etats-Unis, le mastodonte israélien a détruit ce qu'il y avait d'économie en Cisjordanie, s'est emparé des organismes sociaux et a réduit la vie collective des Palestiniens à un niveau pré-moderne.

Dans son livre de 1996, *Peace and Its Discontents* [La paix et ses malaises], Said a éloquemment dénoncé l'Autorité palestinienne (AP) comme un « royaume d'illusions, avec Israël fermement aux commandes ». De plus, il remarquait qu'« une mentalité d'esclave domine parmi les dirigeants arabes pour qui un accueil favorable à Washington est le sommet de leur existence politique ». Said écrira plus tard que le « processus de paix » qui a commencé en 1993 « est tout simplement un nouvel emballage de l'occupation, offrant un pourcentage symbolique (18 %) des terres saisies en 1967 à l'Autorité corrompue d'Arafat. L'AP est comparable au régime de Vichy ; son mandat est essentiellement de faire la police et de ramasser les impôts de son peuple pour le compte d'Israël » (*New Left Review*, septembre-octobre 2001).

Said disait la vérité sans compromis – rappelant feu Israël Shahak qui était un opposant courageux de l'Etat sioniste semi-théocratique et de sa sanglante répression du peuple palestinien, et qui était un ennemi juré du racisme, du chauvinisme et de l'injustice où qu'il les rencontre. Said et Shahak étaient tous deux des combattants contre les aspects réactionnaires de leurs propres sociétés. Dans le même article de la *New Left Review* cité plus haut, Said écrivait à propos de la direction de l'Autorité palestinienne : « Ne pourraient-ils pas parler ne serait-ce qu'une fois comme des êtres humains au lieu d'être des imitations de troisième ordre de Kissinger ou de Rabin ? » Et il déclarait amèrement : « Le peuple palestinien mérite mieux. » Rien d'étonnant à ce que les livres de ce penseur courageux et indépendant soient interdits dans les territoires occupés par l'AP vénale et corrompue.

Said : un humaniste authentique

Dans son combat pour les droits nationaux des Palestiniens, Said avait beaucoup d'ennemis. Il avait d'innombrables fois déclaré qu'il répudiait le terrorisme sous toutes ses formes, qu'il soit palestinien ou israélien. Néanmoins, *Commentary*, ce porte-parole des fanatiques sionistes et des partisans acharnés de la guerre froide, propa-

geait dans son numéro d'août 1989 une calomnie sur Said intitulée « Professeur de terrorisme ». Juste avant cela, la Ligue de défense juive fascisante l'avait traité de nazi et son bureau à l'université de Columbia avait été plastiqué.

Said a fait une visite de famille à Beyrouth en 2000, où il a aussi donné quelques présentations. Plus tôt cette année-là, l'armée israélienne avait opéré une humiliante retraite du sud-Liban après 22 ans d'occupation qui avaient coûté 20 000 morts. Said a fait une excursion d'un jour dans cette zone, qui incluait la prison Khiam de triste notoriété, construite par les Israéliens en 1987. Quelque 8 000 personnes y ont été incarcérées et torturées, traitées comme des bêtes. Le prochain arrêt de Said était un poste-frontière abandonné dans une zone désertée, si ce n'était les visiteurs libanais qui venaient en grand nombre pour jeter des pierres en guise de commémoration au-dessus des murs encore largement fortifiés qui servaient de frontière. Said s'est joint à eux et a jeté une pierre.

A son insu, une photo a été prise et a trouvé son chemin jusqu'en Israël et de l'autre côté de l'Atlantique où elle a été à l'origine d'une violente chasse aux sorcières. Il a été inondé d'e-mails haineux et de menaces de mort, fait l'objet d'une campagne de presse diffamatoire et d'une autre cherchant à le faire licencier de Columbia, une université où il enseignait depuis 38 ans. Un éditorial dans le journal de la fac, *Columbia Daily Spectator*, stigmatisait le fait que Said ait jeté une pierre comme un « acte violent ». Dans une lettre de protestation à *Spectator*, le Spartacus Youth Club de New York [groupe de jeunesse de la Spartacist League à New York] a écrit :

« Ce ne sont pas des pierres que les dirigeants sionistes lancent contre des civils innocents mais des balles et des bombes [...]. Israël a bombardé à plusieurs reprises des villes et villages libanais, tuant des milliers de personnes et expulsant de leur maison des centaines de milliers. En 1982, les dirigeants israéliens ont organisé le massacre de plus d'un millier de Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila. Des milliers de Palestiniens languissent dans les chambres de torture en Israël et des milliers d'autres ont été tués par les forces d'occupation en Cisjordanie et à Gaza. Mais la seule "violence" que voient les défenseurs du sionisme de *Spectator* est une pierre qui tombe sur une terre nue en Israël. Le Spartacus Youth Club dit : Défense des Palestiniens contre la répression d'Etat sioniste ! Toutes les troupes et tous les colons israéliens hors des territoires occupés ! »

– *Workers Vanguard* n° 743, 6 octobre 2000

Ce a quoi était complètement aveugle le travail de Said, c'était la Révolution russe de 1917. Aucun événement n'a fait plus pour ouvrir et façonner la lutte pour l'émancipation sociale au XX^e siècle. La montée de la contre-révolution dans l'ex-URSS en 1991-1992 est une défaite sans égale pour les travailleurs du monde entier, altérant de façon décisive le paysage politique, surtout au Proche-Orient. C'était précisément la destruction de l'Union soviétique, enlevant une base clé de soutien politique et financier à l'OLP, qui avait pavé la voie aux accords d'Oslo de 1993. Dans un hommage à Said, l'écrivain de gauche Tariq Ali rappelait dans *New Left Review* (novembre-décembre 2003) : « Quand je lui demandais si l'année 1917 signifiait quelque chose pour lui, il répondait sans hésitation : "Oui, la déclaration Balfour". » (Du nom du ministre britannique des Affaires étrangères Arthur James Balfour, la déclaration soutenait la revendication sioniste d'une « patrie pour le peuple juif » en Palestine afin de mobiliser le soutien des Juifs aux Britanniques pendant la Première Guerre mondiale et de placer les jalons pour que la Grande-Bretagne réclame la

Palestine comme butin de guerre.)

Said était contre l'impasse et le programme réactionnaire du nationalisme et de la religion et il prônait une solution binationale et laïque au conflit Israël/Palestine. Ces dernières années, il reconnaissait que les populations hébraïque et palestinienne étaient tellement interpénétrées qu'il rejetait la solution de deux Etats. Mais comme Israël/Palestine, les Balkans et l'Irlande du Nord l'ont démontré de manière répétée, *sous le capitalisme* la seule solution possible pour les peuples interpénétrés qui revendiquent la même terre c'est une nation qui domine alors que les autres sont soit exterminées, soit expulsées, soit asservies, ou subissent une combinaison des trois.

La seule solution authentiquement démocratique exige la conquête du pouvoir par le prolétariat multinational qui a un intérêt matériel dans le plein développement de tous les peuples quelle que soit leur nationalité. Dans ce domaine, le plus formidable exemple a été fourni par la Révolution russe que Said a ignorée. La Révolution bolchévique, malgré sa dégénérescence bureaucratique ultérieure sous Staline, avait apporté un développement social sans précédent et à tous points de vue ainsi qu'une collaboration nationale avec les régions les plus opprimées de l'empire tsariste, comme le Caucase. De même, dans les Balkans, où pendant longtemps avaient bouillonné des haines intercommunautaires sanglantes, la révolution sociale dirigée par Tito en Yougoslavie avait posé les fondations d'une paix nationale et d'un développement social qui ont duré presque 50 ans. La restauration du capitalisme dans ces deux pays a aussi restauré les vieilles haines nationalistes et le « nettoyage ethnique » meurtrier, aidé et soutenu par les puissances impérialistes.

Les nombreux livres de Said incluent *l'Orientalisme*, son œuvre de 1978, à la fois saluée et controversée et qui, tout

comme plusieurs de ses autres ouvrages, tentait de réfléchir aux relations entre culture, domination et impérialisme. Elargissant ses domaines d'intérêts, Said était aussi un pianiste et un musicologue accompli. Dans les dernières années, il a tiré beaucoup de satisfaction à fonder avec Daniel Barenboim, grand musicien et iconoclaste comme lui, un orchestre qui réunissait des musiciens venant à la fois d'Israël et des territoires occupés. Ils l'ont appelé le *West-East Divan*, d'après la plus merveilleuse des collections de poésie de Goethe, qui elle-même s'inspirait du poète lyrique persan du XIV^e siècle Hafiz et de sa collection de sonnets, *Divan*. Accompagnés par le violoncelliste Yo-Yo Ma, ils ont joué une de leurs premières pièces à Weimar, la ville où Goethe avait vécu, à seulement quelques kilomètres du camp de concentration de Buchenwald. Au cours d'une interview à *Atlantic* (22 septembre 1999), Said se souvenait :

« Mon rôle là-bas était de diriger les discussions que nous avions tous les deux soirs. La nuit avant d'aller à Buchenwald, j'ai fait un discours et j'ai dit "Regardez, si vous y allez et vous le voyez comme une expérience juive, c'est faux, car ça fait partie de l'expérience humaine que, en tant qu'êtres humains, nous devons comprendre. En d'autres termes, universalisez-le et comprenez-le comme une horreur infligée à toute l'humanité." »

Bien que n'étant pas marxiste, Said dépassait de la tête et des épaules bien d'autres intellectuels qui ont traité du Proche-Orient ; c'était un humaniste authentique. Mais Said s'était aussi trouvé dans une situation impossible : il était au fond un libéral – un démocrate sincère et honnête, mais néanmoins un démocrate – dans une situation où le démocratisme ne peut offrir aucune solution réalisable. Nous avons une grande dette envers lui et nous ferions mieux d'apprendre aussi bien de ses faiblesses que de ses forces.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 817, 9 janvier

Brésil...

Suite de la page 6

Rurais Sem Terra (MST – Mouvement des sans-terre) demandaient des terres pour 120 000 paysans. Lula avait coupé court à leurs espoirs en limitant ses promesses à seulement 7 000 parcelles. Quand il s'est avéré que même cette promesse n'avait pas été tenue, cela a provoqué une vague d'occupations de terres par les paysans. Lula a réagi en autorisant les grands latifundistes (propriétaires de plantations) à armer des bandes de tueurs paramilitaires pour défendre leurs propriétés. La Commission pastorale sur la terre a recensé 71 meurtres d'ouvriers agricoles entre janvier et novembre 2003. Pendant ce temps, des dirigeants paysans croupissent en prison ; José Rainha, un dirigeant du MST, a été condamné pour occupation de terres en 2000 et emprisonné pendant plus de trois mois début juillet 2003 – autrement dit, sous le régime de Lula.

En décembre dernier, le gouvernement Lula a adopté un projet de loi qui fait passer à 25 ans l'âge minimum pour posséder une arme, et qui exige un test psychologique avant de pouvoir en acheter une. Cette loi interdit explicitement aux citoyens de porter une arme sur eux hors de leur domicile. Ceci garantit que seuls les flics, les vigiles et les escadrons de la mort paramilitaires seront armés dans les rues, ce qui leur donnera encore plus les coudées franches pour perpétuer leur règne de terreur contre les paysans sans-terre dans les campagnes et contre les pauvres, en particulier les Noirs,

dans les *favelas*, les bidonvilles qui parsèment le paysage urbain. Selon Amnesty International, plus de 700 personnes, dont une écrasante majorité de Noirs, ont été tuées par les flics dans l'Etat de São Paulo entre janvier et octobre 2002. La nouvelle loi prévoit aussi un référendum national en 2005 pour essayer d'interdire totalement les armes à feu. **Non au contrôle des armes à feu !**

Le potentiel du prolétariat brésilien

Le Brésil est un immense pays de 175 millions d'habitants, la onzième économie du monde ; son infrastructure économique fait de lui le cœur industriel de l'Amérique latine. Le Brésil est un pays d'extrêmes, notamment pour ce qui est de la répartition des revenus. Tandis que de grandes firmes étrangères, comme le géant allemand de l'automobile Volkswagen, font des millions de reals de profits dans leurs usines brésiliennes, la population pauvre meurt de faim dans les *favelas* misérables et surpeuplées. La « guerre contre les drogues » a transformé ces *favelas* en stands de tir où la police abat enfants des rues et pauvres. D'après les estimations les plus prudentes, il y a aujourd'hui au Brésil des centaines de milliers de *meninos de rua* (enfants des rues) qui luttent pour leur survie.

Dans les campagnes, moins de 1 % de la population possède 46 % des terres arables ; environ 4,8 millions de familles rurales sont sans-terre. Malgré le mythe de la démocratie raciale, le Brésil est un pays épouvantablement raciste où environ la moitié de la population est noire ou mulâtre (le gouvernement a l'habitude de sous-estimer délibérément le

nombre de Noirs), et est traitée comme des citoyens de deuxième classe. L'avortement est illégal, sauf en cas de viol.

Ces dix dernières années, la situation des masses laborieuses au Brésil a empiré. C'est un résultat direct de la contre-révolution capitaliste de 1991-1992 en Union soviétique, après laquelle les impérialistes américains et leurs rivaux se sont sentis les coudées franches pour extorquer encore davantage de profits du monde semi-colonial. De l'Amérique latine à l'Asie en passant par l'Afrique, le nombre de personnes qui vivent avec moins de deux dollars par jour a gonflé au fur et à mesure où les gouvernements déboursaient des milliards de dollars pour rembourser leurs dettes auprès du FMI et de la Banque mondiale. Dans des pays comme l'Argentine, la classe ouvrière industrielle a été décimée et paupérisée par les licenciements et les fermetures d'usines. Une manifestation de l'aggravation de la situation de la classe ouvrière et des pauvres au Brésil est la recrudescence de l'esclavage pour dettes. De nombreuses organisations font état de l'utilisation de main-d'œuvre traitée comme esclave dans la production brésilienne de charbon de bois, ainsi que dans les ranchs, les mines et les exploitations forestières.

Pendant tout le XX^e siècle, les énormes investissements réalisés par des entreprises étrangères et par l'Etat dans l'économie brésilienne ont créé une infrastructure industrielle moderne, qui coexiste toutefois avec les formes d'assujettissement les plus arriérées dans les campagnes et avec un système politique instable. Par conséquent, bien que la classe capitaliste nationale détienne le pouvoir d'Etat, elle est forcée de vivre sur le crédit et les investissements de ses maîtres impérialistes.

En même temps, si les impérialistes estimaient réellement que leurs intérêts financiers au Brésil étaient menacés par un prolétariat rebelle ou par des éléments nationalistes ou populistes, ils n'hésiteraient pas à intervenir. Par exemple, l'administration de John F. Kennedy, ébranlée par la Révolution cubaine de 1959 et par l'échec de l'invasion de la baie des Cochons en 1961, craignait l'extension du « castro-communisme » dans toute l'Amérique latine, et notamment dans des régions désespérément pauvres comme le nord-est du Brésil. Kennedy avait lancé l'« Alliance pour le progrès », en promettant le « développement des nations » et de l'aide pour les plus démunis. Une partie du programme d'« aide » américain a consisté à entraîner la police et les forces spéciales brésiliennes aux arts sanguinaires de la « poursuite des subversifs » (c'est-à-dire de l'assassinat) et du « contrôle des foules » (c'est-à-dire l'émeute policière). L'intervention de Kennedy au Brésil a atteint son point culminant avec le coup d'Etat de 1964 contre le gouvernement nationaliste bourgeois de Goulart, qui inaugurerait deux décennies de dictatures totalitaires sous la botte de l'armée et de ses escadrons de la mort.

Aujourd'hui, la bourgeoisie brésilienne, assise sur une des économies les plus importantes du continent, aspire à dépasser son statut subordonné et à devenir une puissance capitaliste indépendante. (En fait, le capitalisme brésilien est une des seules économies du « tiers-monde » qui peut entretenir sa propre industrie aéronautique, EMBRAER, et même un programme spatial indépendant.)

L'administration Lula affiche un certain nombre de positions timidement nationalistes en matière de politique étrangère, notamment son opposition aux droits de douane imposés par le gouvernement américain sur les importations d'acier brésilien, et elle a récemment claqué la porte du



AFP

Août 2003 - 12 000 ouvriers de l'automobile manifestent contre une menace de licenciements à l'usine Volkswagen géante de la banlieue de São Paulo.

sommet de l'Organisation mondiale du commerce à Cancún pour protester contre la politique agraire de la « Zone de libre échange des Amériques ». Fondamentalement incapable de s'opposer au système impérialiste, le gouvernement Lula offre des gestes symboliques d'« indépendance » – qui suffisent à rendre furieuse l'arrogante administration Bush –, comme la visite de Lula en Libye et en Syrie, où il a appelé à « mettre fin à l'occupation » en Irak, ou la décision de prendre les photographies et les empreintes digitales de tous les Américains entrant au Brésil, en représailles au traitement infligé par les autorités américaines aux Brésiliens et aux ressortissants d'autres pays. De plus, Lula a récemment signé avec la Chine un accord couvrant l'agro-industrie, la technologie, le bâtiment et les ressources naturelles, et les deux pays ont lancé ensemble un satellite d'observation de la terre en octobre dernier.

Malgré les prétentions des capitalistes brésiliens et l'idéologie nationaliste qu'ils colportent, la réalité historique de notre époque est que les pays impérialistes d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et le Japon ne sont pas disposés à laisser un autre pays, quel qu'il soit, devenir une grande puissance impérialiste. En fait, la porte du club de l'élite impérialiste a été fermée au début du XX^e siècle et ne s'est jamais rouverte. La Corée du Sud et l'Argentine sont des exemples spectaculaires : ces pays qu'on n'arrêterait pas hier de présenter comme des « puissances émergentes » ont été ravagés par des crises économiques brutales provoquées par les exigences des impérialistes.

La solution à l'arriération économique dont souffre le peuple brésilien ne peut pas être trouvée dans le développement « national » du capitalisme. La seule solution, c'est le programme trotskyste de *révolution permanente*. Seule une révolution socialiste, avec à sa tête le prolétariat, peut commencer à libérer la classe ouvrière, la paysannerie et tous les opprimés. La lutte pour le pouvoir prolétarien au Brésil doit être liée à une perspective internationaliste révolutionnaire de révolution ouvrière dans toute la région et en Amérique du Nord.

Dans un « Manifeste sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale » (1940), Trotsky écrivait :

« L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ne pourront s'arracher à l'arriération et à l'esclavage qu'en unissant leurs Etats dans une fédération puissante. Mais ce n'est pas la tardive bourgeoisie sud-américaine, agence vénale de l'impérialisme étranger, qui sera appelée à résoudre cette tâche, mais le jeune

prolétariat sud-américain, dirigeant choisi par les masses opprimées. Le mot d'ordre, dans la lutte contre la violence et les intrigues de l'impérialisme mondial et contre la sanglante besogne des cliques indigènes compradore est donc : Etats-Unis soviétiques de l'Amérique centrale et du Sud. »

Et plus loin :

« C'est seulement sous sa propre direction révolutionnaire que le prolétariat des colonies et des semi-colonies pourra réaliser une collaboration invincible avec le prolétariat des métropoles et la classe ouvrière dans son ensemble. C'est seulement cette collaboration qui peut conduire les peuples opprimés à leur émancipation complète et définitive, par le renversement de l'impérialisme dans le monde entier. »

Aujourd'hui au Brésil, il existe une force sociale de chair et de sang capable de réaliser cette perspective : la classe ouvrière industrielle. Actuellement, seuls 9 % du produit national brut brésilien proviennent de la production agricole, contre 29 % pour l'industrie, en premier lieu la métallurgie et la construction automobile. Le prolétariat brésilien, avec son énorme composante noire, a derrière lui une histoire héroïque de luttes, et il est organisé dans de puissantes fédérations syndicales. Avec la main sur les leviers de l'économie, et la capacité d'arrêter la production, le prolétariat brésilien est la force sociale qui peut diriger la lutte pour le compte de tous les opprimés, depuis les pauvres des villes dans les *favelas* jusqu'aux paysans sans-terre en passant par les femmes opprimées. Le point culminant de cette lutte doit être une société où ceux qui travaillent ont le pouvoir : un Etat ouvrier.

Le poids de l'industrie brésilienne sur le continent donne une idée de l'effet électrisant que le prolétariat brésilien en action aurait sur le reste de l'Amérique Latine et du monde. Qu'il s'agisse des masses boliviennes mobilisées, des travailleurs argentins mécontents, dont beaucoup sont au chômage, des ouvriers des *maquiladoras* mexicains, de la classe ouvrière multiraciale des Etats-Unis (et notamment des immigrés latino-américains), ou du prolétariat noir d'Afrique du Sud, une révolution ouvrière au Brésil serait un catalyseur pour la lutte de classe aux quatre coins du monde. Réciproquement, étant donné le niveau d'interpénétration internationale de l'économie moderne, une révolution ouvrière, même au Brésil, ne pourrait survivre dans l'isolement, pas plus qu'on ne pourrait construire le socialisme sans étendre la révolution au niveau international, en particulier dans les centres impérialistes comme les Etats-Unis.

Nous, spartacistes, luttons pour convaincre les travailleurs d'Amérique latine qu'ils n'ont pas d'intérêts communs avec leurs « compatriotes » de la bourgeoisie nationale, mais qu'au contraire, leurs meilleurs camarades dans la lutte contre l'impérialisme seront les travailleurs des pays industrialisés comme les Etats-Unis. En dernière instance, c'est seulement avec la participation des ouvriers des Etats impérialistes que l'impérialisme capitaliste pourra être détruit, et les énormes ressources de ces pays mises au service de toute l'humanité. Il est nécessaire d'arracher les ouvriers des pays comme les Etats-Unis à l'influence de leurs dirigeants syndicaux chauvins qui défendent les intérêts de l'impérialisme, et de les gagner à une perspective internationaliste de lutte commune avec les travailleurs de tous les pays opprimés.

La responsabilité de la gauche

Les quatre membres du PT qui ont été exclus du parti pour avoir voté contre la « réforme » des retraites en décembre dernier appartenaient tous à l'« aile gauche » du PT, dont on dit qu'elle influencerait environ 30 % des militants et la

fédération syndicale CUT. La sénatrice Heloísa Helena, une des exclues, a récemment fondé avec d'autres militants un nouveau parti pour « faire revivre » les traditions du PT. Mais les travailleurs désillusionnés par Lula méritent mieux que le vieux fatras caché sous un nouvel emballage.

Le PT est un parti social-démocrate ; autrement dit, une organisation dont la base dans le mouvement ouvrier est en contradiction avec son but programmatique : administrer l'Etat capitaliste. Dans les années 1980, les gouvernements locaux contrôlés par le PT ont administré les intérêts des patrons, collaborant aux licenciements, aux coupes sombres dans les budgets et à la répression d'Etat. L'exemple le plus connu était celui de Luiza Erundina, la maire PT de São Paulo, qui avait cassé une grande grève des employés municipaux des transports. A partir de 1999, le PT a dirigé pendant quatre ans les fonctions de gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Sul, où il contrôlait les forces de la police régionale et appliquait le programme d'austérité du gouvernement fédéral.

Où étaient pendant toutes ces années ces distingués membres de la « gauche » du PT ? Un cas particulièrement grotesque est celui du ministre Miguel Rossetto, un des plus célèbres représentants de la « gauche » du PT, membre de Démocratie socialiste, le groupe brésilien associé avec le Secrétariat unifié (SU), et aussi ministre du développement agricole de Lula – autrement dit, quelqu'un qui aide à *administrer directement l'Etat capitaliste brésilien*. Comme l'écrivaient nos camarades de la Ligue trotskyste de France dans *le Bolchévik* (n° 166, décembre 2003) :

« Miguel Rossetto est "ministre du développement agricole" dans un gouvernement qui a distribué moins de terre aux sans-terre que tous les gouvernements précédents, qui a fait emprisonner pendant des mois José Rainha, le dirigeant historique du Mouvement des sans-terre (MST), et qui donne l'impunité aux tueurs à la solde des latifundistes. Dans *Lutte de classe* (novembre), revue de Lutte ouvrière, on peut lire : "Le 14 août, le Tribunal suprême fédéral (la Cour suprême) annulait par un décret permettant l'expropriation de 13 200 hectares au profit de quelque 500 familles – ce qui, provoquant en réponse l'occupation des terres, conduisait Miguel Rossetto à déclarer que "dans un Etat de Droit démocratique, les décisions de la Cour suprême doivent être respectées". [...] »

« Nous sommes par principe opposés à la participation à un organe exécutif de l'Etat bourgeois, car ce serait prendre la responsabilité pour la répression contre les travailleurs et les opprimés, et y prendre part. »

C'est une question sur laquelle des scissions ont eu lieu depuis que le socialiste français Millerand a accepté un poste ministériel en 1899. Le débat que cette trahison avait déclenché dans le mouvement marxiste conduisit la marxiste révolutionnaire Rosa Luxemburg à écrire en 1900 sa polémique classique *Réforme sociale ou révolution*. La bourgeoisie admet des « socialistes » dans ses gouvernements à condition qu'ils défendent le capitalisme contre ses ennemis. Accepter un poste exécutif, c'est accepter en pratique la proposition fautive comme quoi la classe ouvrière pourrait se saisir de la machine de l'Etat bourgeois et l'utiliser pour ses propres objectifs. En réalité, les leçons de la répression sanglante de la Commune de Paris en 1871 ont montré que les leviers de l'Etat capitaliste existant ne peuvent pas simplement être saisis par les travailleurs et utilisés pour libérer le prolétariat. L'Etat bourgeois, le comité exécutif de la classe capitaliste, a comme noyau central des bandes d'hommes armés déterminées à défendre la propriété capitaliste. Il doit être détruit par une révolution socialiste et remplacé par les

organes du pouvoir prolétarien, c'est-à-dire par un Etat ouvrier.

Aujourd'hui, tandis que ses amis de la tendance Démocratie socialiste, comme Heloísa Helena, sont exclus du PT pour avoir voté contre l'attaque de Lula sur les retraites, Rossetto a choisi de s'accrocher à son portefeuille ministériel. A vrai dire, la plupart des membres de Démocratie socialiste, en proie au crétinisme parlementaire, désirent plus que tout préserver leur petite niche à l'intérieur du PT de Lula. En fait, le vote d'Heloísa Helena contre la réforme des retraites était *en opposition avec la ligne générale de Démocratie socialiste* – les autres membres de la tendance ont voté pour, avec deux abstentions ! Ceci devrait suffire pour dégoûter tout membre du SU qui se considère comme socialiste, ou du moins qui est contre les mesures du FMI, et le décider à abandonner son organisation. Voilà les fruits amers qu'on récolte en « faisant du travail » à l'intérieur d'un front populaire.

En novembre 1994, quand l'association du PT de Lula avec le SU était encore un motif de « fierté » internationale et que le SU s'enorgueillissait de son « influence sur les masses au Brésil », l'orateur de la Ligue communiste internationale, Joseph Seymour, déclarait au cours d'un débat public avec le dirigeant du SU Ernest Mandel :

« Vous n'avez rien, rien du tout ! [...] Tu sais ce que vous avez au Brésil ? Vous avez une bande d'apparatchiks pour Lula ! Si demain Lula disait : "Répudiez la Quatrième Internationale, répudiez le trotskysme, répudiez la dictature du prolétariat ou vous êtes exclus", tu sais ce qui se passerait ? La moitié d'entre vous serait exclue, et l'autre répudierait le trotskysme. »

– « Débat entre la Ligue communiste internationale et Ernest Mandel », *Spartacist* édition française n° 29, été 1996

La majorité des dirigeants de la tendance « de gauche » du PT appartient à d'autres organisations qui se prétendent cyniquement trotskystes. Luciana Genro et João Batista Araújo (Babá), par exemple, appartiennent à des courants différents qui se réclament de feu Nahuel Moreno, le *caudillo* pseudo-trotskyste argentin. Mais le PT, avec ses courants internes, n'est pas la seule organisation du mouvement ouvrier brésilien. Le Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado (PSTU), section brésilienne de la tendance moréniste, est un autre groupe qui cherche à profiter de la désillusion des travailleurs en se présentant comme l'alternative de gauche au PT. Au premier tour des élections de 2002, le PSTU a pré-

senté des candidats indépendants qui ont obtenu plus de 40 000 voix et le soutien d'une grande partie de l'« extrême gauche » brésilienne. Toutefois, le PSTU a voté pour le front populaire de Lula au deuxième (et décisif) tour des élections.

En fait, les documents de campagne de Zé Maria, le candidat du PSTU à la présidentielle, se distinguent de ceux de Lula par leur rhétorique plus nationaliste. Loin d'utiliser cette campagne pour démasquer l'escroquerie de la « démocratie » bourgeoise, le PSTU promettait explicitement d'administrer l'Etat capitaliste, prétendument dans les intérêts de la majorité déshéritée. Mais la partie la plus révélatrice de son programme électoral est le long passage consacré à la « sécurité publique », où il promet de soumettre la police et l'armée brésiliennes au « contrôle démocratique » de la population. Ces éléments centraux de l'Etat bourgeois que sont la police et l'armée ne pourront jamais être réformés pour servir les intérêts des travailleurs et des opprimés. En outre, en cohérence avec sa politique réformiste, le PSTU, dans son programme électoral de 2002, demandait une amélioration des salaires et des conditions de travail de la police, et regrettait qu'actuellement la police manque « d'équipements de sécurité comme des gilets pare-balles et même de menottes et de munitions ».

N'oublions pas que nous parlons ici de la police raciste du Brésil, qui utilise ses gilets pare-balles pour réprimer « en toute sécurité » (pour les flics) les manifestations ouvrières, ses menottes pour entraver des activistes paysans et ses munitions pour assassiner les enfants des rues ! Ce doit être une vérité élémentaire, pour quiconque se prétend marxiste, que la police ne fait pas partie du mouvement ouvrier, mais que ce sont les chiens d'attaque de l'Etat bourgeois !

A la fin, c'était une division du travail au service de la collaboration de classes : le PSTU utilise sa forte influence auprès des travailleurs pour redorer le blason « prolétarien » du PT ; le PT, de son côté, subordonne les travailleurs à la bourgeoisie au moyen d'un gouvernement capitaliste de front populaire qui met maintenant en application les plans d'austérité du FMI. Le PSTU partage la responsabilité des mesures anti-ouvrières du régime de Lula.

Une autre organisation de la gauche brésilienne, la Liga Bolchevique Internacionalista (LBI), a comme particularité de couvrir son réformisme par une phraséologie révolutionnaire et un *antisémitisme répugnant* (voir « La LBI brésilienne : le centrisme des imbéciles », *Workers Vanguard* n° 806, 4 juillet 2003). La LBI a dénoncé à juste titre le front populaire de Lula, et a refusé d'accorder le moindre soutien aux réformistes du PSTU, et les a critiqués en particulier pour leurs positions en faveur d'une réforme de la police. Mais en réalité, la LBI ne s'oppose pas au front populaire par principe, comme elle l'a montré en soutenant le PT dans les élections de 1989.

La LBI a qualifié l'attentat criminel du World Trade Center [WTC] en septembre 2001 d'acte légitime « commis par des militants islamiques qui ont répondu militairement à la guerre permanente que l'impérialisme impose aux peuples et aux nations opprimées du Proche-Orient, en utilisant les ressources "militaires" non conventionnelles dont ils disposaient » (*Jornal Luta Operária*, septembre 2002). La LBI est allée jusqu'à affirmer que les travailleurs tués dans l'attentat du WTC étaient une « minorité » parmi des « agents de la CIA » (*Marxismo Revolucionário*, décembre 2001) !

Quant aux flics, dans une polémique dirigée contre nous et publiée dans le même numéro de *Marxismo Revolucionário*, la LBI se lamente que « La chose la plus incroyable est

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik

BP 240

76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : lft@webmails.com

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association

C.P. 6867, succursale A, Toronto,

Ontario M5W 1X6, Canada

tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

que cette tendance [la LCI] falsifie grossièrement les positions de la LBI, en nous accusant de défendre la police, ou que la police fait partie de la classe ouvrière. Mensonge grotesque contre la LBI. » Vraiment ? Tout en psalmodiant hypocritement « Aucun soutien à la grève réactionnaire de la police » (« Grève dans la police », *Marxismo Revolucionário*, décembre 1997), la LBI expliquait avec émotion que « soutenir les revendications de la police n'est pas la meilleure manière d'accélérer une fissure ouverte au sein des classes dirigeantes ». Elle entreprenait ensuite de proposer une « meilleure » manière : « Pour la formation de syndicats rouges dans les rangs des forces armées et de la Police militaire ! » Dans la ville sidérurgique brésilienne de Volta Redonda, en 1996, la LBI s'est présentée aux élections pour la direction d'un syndicat d'employés municipaux infesté de flics (et en a pris le contrôle). Son dirigeant, Artur Fernandes, était un chaud partisan du maintien des flics dans le syndicat. **Flics, hors des syndicats !**

Le partenaire de bloc pourri pour le contrôle du syndicat des employés municipaux à Volta Redonda était la LM/LQB (Luta Metalúrgica/Liga Quarta-Internacionalista do Brasil), qui devait plus tard devenir la succursale brésilienne du minuscule Internationalist Group de Jan Norden. Un partisan de la LM/LQB, l'ex-flic Geraldo Ribeiro, s'est présenté comme président et a obtenu la majorité des voix des flics. La LCI a insisté que la LM/LQB devait agir conformément à son accord proclamé avec notre programme, et agir pour séparer les flics du syndicat des employés municipaux. Mais après une période de discussion suffisamment longue, nous avons rompu nos relations fraternelles avec la LQB à cause de son opportunisme syndical sans principes (voir « Rupture des relations fraternelles avec Luta Metalúrgica », *le Bolchévik* n° 140, automne 1996). Après coup, quand le bloc pourri de la LQB avec la LBI s'est disloqué, chaque camp a traîné le syndicat devant les tribunaux des patrons pour conserver ses postes syndicaux.

Pour un parti léniniste au Brésil !

De plus en plus, les travailleurs appellent le PT le « Parti des traîtres ». Avec sa gigantesque classe ouvrière de plus en plus désillusionnée par les promesses non tenues du front populaire, le mouvement paysan qui lutte désespérément pour la terre, et une situation politique hautement volatile, le Brésil promet d'être le théâtre de batailles de classes acharnées. Toutefois, il n'y a pas de situation impossible pour la bourgeoisie ; il est nécessaire de la chasser.

La situation au Brésil illustre de façon saisissante la proclamation de Léon Trotsky dans le Programme de transition de 1938 : « La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. » Nous, les marxistes de la LCI, savons que ce qui est nécessaire pour libérer le potentiel révolutionnaire du prolétariat brésilien, c'est de forger un parti révolutionnaire internationaliste. Un tel parti devra lutter pour arracher la base ouvrière du PT à sa direction actuelle, dans le cadre d'un combat pour le pouvoir ouvrier, en amalgamant les intellectuels et les étudiants gagnés au camp du prolétariat avec les éléments les plus avancés de la classe ouvrière.

Dans un manifeste publié le 7 septembre 2003, le PSTU déclarait : « Nous avons besoin d'un nouveau parti pour unifier la gauche brésilienne. » A l'opposé des pseudo-trotskyistes brésiliens, nous luttons pour construire un **parti d'avant-garde léniniste**. Leur « nouveau parti de masse » est

en fait une vieille idée réformiste : le « parti de toute la classe » de Karl Kautsky. Une des plus grandes contributions de Lénine au mouvement marxiste a été de comprendre que la **condition préalable** à une révolution socialiste prolétarienne victorieuse était une **scission avec les opportunistes** dans le mouvement ouvrier, avec les lieutenants ouvriers du capital dans les syndicats et avec les parlementaristes « socialistes » qui s'accrochent aux basques de la bourgeoisie.

Nous luttons pour un parti authentiquement marxiste qui se fera le champion des droits de tous les opprimés – Noirs, femmes, homosexuels, paysans – avec un programme lutte de classe conçu pour amener la classe ouvrière au pouvoir. Au Brésil, les travailleurs noirs et mulâtres, qui subissent une oppression raciale intense, ont aussi une énorme puissance sociale potentielle comme partie intégrante du prolétariat.

Un parti révolutionnaire doit aspirer à devenir le « tribun du peuple » ; autrement dit, il doit être capable d'opposer, en pratique, les idées libératrices du communisme aux préjugés de l'idéologie dominante dans tous les aspects de la vie sociale : contre le machisme qui prévaut dans la société catholique qu'est le Brésil ; pour la lutte pour la libération des femmes comme élément central du programme du parti, le combat pour l'avortement libre et gratuit et contre les discriminations anti-homosexuels ; le combat contre un racisme profondément enraciné, brandir l'étendard de la libération des Noirs et combattre pour défendre les paysans et les peuples indigènes contre les campagnes brutales d'extermination des propriétaires fonciers et des éleveurs de bétail. Un tel parti doit être construit dans une lutte contre la perspective étroite et économiste de la bureaucratie syndicale procapitaliste. Il doit se placer à la tête des luttes de tous les opprimés, dans le cadre du combat pour instaurer le pouvoir ouvrier, détruire le pouvoir des patrons et placer les ressources et les énergies immenses du pays au service des besoins humains les plus urgents. Cette perspective est nécessairement internationaliste, et s'inscrit dans la lutte pour reforge la Quatrième Internationale afin de diriger de nouvelles révolutions d'Octobre. C'est la perspective de la Ligue communiste internationale.

- Traduit de *Workers Vanguard* n° 818, 23 janvier

Série de cours marxistes

**Rouen : Faculté de lettres
de Mont Saint-Aignan
les mercredi à 17h00**

- 24 mars :** Les principes du communisme (salle D104)
- 14 avril :** Les marxistes et la conception de l'Etat
- 5 mai :** La Révolution bolchévique d'octobre 1917
- 26 mai :** Il faut un parti révolutionnaire !

Pour les lectures et pour connaître les salles :
LTF Rouen, Tél : 02 35 73 74 47
Le Bolchévik, B.P. 240, 76003 Rouen cedex 1

France...

Suite de la page 2

partage du monde. Aussi les ouvriers sont la seule classe ayant la puissance sociale, et l'intérêt historique, pour renverser la classe capitaliste. Dès 1847 Karl Marx écrivait dans *le Manifeste du Parti communiste* :

« Les forces productives dont elle dispose [la société] ne servent plus à faire avancer le régime de la propriété bourgeoise – elles sont devenues au contraire trop puissantes pour elle, qui leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces sociales productives triomphent de cet obstacle, elles jettent dans le désordre toute la société bourgeoise et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Les rapports bourgeois sont devenus trop étroits pour contenir les richesses qu'ils ont créées. Comment la bourgeoisie surmontera-t-elle ces crises ? D'une part, en détruisant par la violence une masse de forces productives, d'autre part en conquérant de nombreux marchés et en exploitant à fond les anciens. Quels sont les effets ? La préparation de crises plus générales et plus puissantes ; ce qui revient à diminuer les moyens de les éviter.

« Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre elle.

« Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la tuent, elle a produit aussi les hommes qui les manieront : les ouvriers modernes, les prolétaires. »

Pour mener à bien une révolution ouvrière il faut forger l'unité de la classe ouvrière *contre* la bourgeoisie, ses partis, ses représentants. C'est nécessairement le point de départ pour toute lutte sérieuse contre la société capitaliste.

Il est vrai qu'un pays comme la France est marqué par une grave désindustrialisation, avec plus d'un million d'emplois ouvriers détruits en 30 ans. Il en va de la survie de la classe ouvrière de lutter contre le chômage de masse, pour le partage du travail entre toutes les mains sans perte de salaire. Les formidables gains de productivité dans l'industrie signifient que la production industrielle en volume a plutôt augmenté sur la période, et donc que la puissance sociale des quatre ou cinq millions d'ouvriers industriels du pays n'en est que plus grande. **Cette classe ouvrière est multiethnique.** Lors du recensement de 1999, environ sept millions de personnes se déclaraient « ouvriers » (qualifiés, non qualifiés ou agricoles). Parmi ces ouvriers il y avait un million de citoyens étrangers ou français par acquisition (c'est-à-dire non compris les jeunes issus de l'immigration mais ayant des papiers français), ce qui représente un ouvrier sur sept, non compris la « deuxième » ou « troisième » génération issue de l'immigration. Cette proportion monte à un sur cinq pour l'ensemble des actifs dans la construction, et évidemment nettement plus si l'on ne considère pas les contremaîtres, employés dans les bureaux d'études, etc., mais seulement les ouvriers dans cette branche de l'industrie. Ces taux doivent être plus élevés dans les régions les plus industrialisées du pays où le poids de l'immigration dans le prolétariat est plus élevé. Donc, malgré la désindustrialisation et malgré la fermeture des frontières depuis 30 ans, l'unité du prolétariat français ne peut se réaliser que sur la base de l'internationalisme, ce qui signifie une lutte intransigeante contre le racisme qu'utilise la bourgeoisie pour le diviser.

Pas de soutien critique aux « fronts populaires » !

Aujourd'hui la gauche se lamente de la virulence des attaques du gouvernement. Mais, en ayant porté Chirac au pouvoir en 2002 et en l'ayant soutenu internationalement l'année



Patrick Nussbaum

Le 15 janvier à Nanterre : les ouvriers de la RATP arrêtent le travail pour exiger l'embauche de la seule femme de l'atelier, Maria Chaoui, dont le contrat se terminait. La classe ouvrière est la clé de l'émancipation des femmes.

dernière, cette pseudo-gauche porte la plus lourde responsabilité en ayant criminellement prôné l'union avec les capitalistes, qu'ils soient de droite ou « de gauche ». Ce n'est pas par plaisir que nous polémiquons de façon acharnée contre ces groupes ; c'est au contraire parce qu'ils représentent un obstacle à *notre* programme d'indépendance de classe des travailleurs contre les patrons, leur Etat et leurs partis. Nous nous opposons *par principe* à toute alliance avec des partis comme les Verts ou les chevènementistes qui, même s'ils se disent « de gauche », n'ont rien à voir ni de près ni de loin avec le mouvement ouvrier, et ne s'en revendiquent pas. Dans de telles alliances entre des partis de la classe ouvrière et des partis de la bourgeoisie, c'est toujours la bourgeoisie, car c'est la classe dominante, qui est le cavalier, et la classe ouvrière qui est le cheval : c'est un bloc *bourgeois*. Nous appelons de telles alliances des « fronts populaires », comme le bloc de 1936 entre les sociaux-démocrates, les staliniens et le parti bourgeois des Radicaux. A l'époque le Front populaire avait étranglé la possibilité d'une révolution ouvrière en France ; en 1997 évidemment la situation n'était pas pré-révolutionnaire, mais le mécanisme était similaire : le front populaire de Jospin (la « gauche plurielle ») avait pour fonction de dévier les luttes sociales issues des grèves de décembre 1995 vers le parlementarisme et la collaboration de classes, dans le but de détruire par pans entiers les acquis des travailleurs chèrement acquis précédemment. Nous refusons de donner le moindre soutien électoral, même féroce et critique, à tout parti ouvrier prenant part à un front populaire.

C'est pour cette raison que, dans les élections régionales de 2004, nous n'avons pas pu soutenir le PC, même dans les régions où il présentait des listes indépendantes du PS et des Verts : ces listes prennent pour étiquette « gauche populaire et citoyenne », une étiquette qui se définit elle-même comme au-dessus des classes, comprenant des éléments bourgeois ; en Franche-Comté leur liste comprend le MRC bourgeois de Chevènement, le très chauvin ministre des flics sous Jospin ; même en Seine-Saint-Denis, où le PCF présente en tête de liste Mouloud Aouit, un opposant bien connu de la loi raciste de Chirac sur le voile, le PCF a mis sur ses listes des membres de l'Association pour une gauche républicaine, un groupuscule ex-chevènementiste (voir *l'Humanité* du 17 février) ; et le principal argument du PCF contre la liste LO-LCR, c'est qu'il annonce publiquement sa « volonté de fusionner avec la liste de Jean-Paul Huchon [du PS, avec les

Verts et les chevènementistes officiels] pour le deuxième tour » (*l'Humanité*, 18 février).

Au moins LO et la LCR s'opposent à toute fusion avec les listes de l'ex-gauche plurielle, mais nous ne leur donnons pas de soutien critique étant donné leur rôle méprisable dans la campagne sur le voile (voir le numéro précédent du *Bolchévik* ; nous reproduisons en dernière page la traduction en arabe de notre tract du 9 octobre dernier contre l'expulsion d'Alma et Lila du lycée d'Aubervilliers). Même si pour cette fois-ci la LCR refuse de soutenir le front populaire bourgeois du PS, du PC, des chevènementistes et des Verts, la LCR est allée dans le passé jusqu'à soutenir directement (« contre Le Pen ») Chirac, le candidat officiel de la bourgeoisie, en 2002, ce qui représentait un acte grossier de collaboration de classes que la LCR revendique encore à ce jour.

L'« unité » de la gauche et le foulard islamique

Ni LO ni la LCR n'ont pour stratégie de forger l'unité de la classe ouvrière *contre* la bourgeoisie, puisque suivant l'occasion ces opportunistes se retrouvent en alliance ouverte *avec* la bourgeoisie. Aujourd'hui en France la classe ouvrière est divisée par la question du racisme, dont la campagne sur le foulard est actuellement le fer de lance. Evidemment il y a des ouvriers racistes qui soutiennent la campagne de Chirac pour les exclusions. Il y a des ouvriers qui soutiennent les exclusions au nom de la laïcité ou des droits des femmes, sans comprendre le caractère raciste de l'affaire. Parmi les sans-papiers certains sont indifférents à une campagne qui vise une autre couche de la population d'origine immigrée qui a déjà une famille ici. Lors de la manifestation des sans-papiers du 31 janvier à Paris, certains nous reprochaient le mot d'ordre sur notre banderole « Non à la loi raciste contre les jeunes qui portent le foulard ! », disant que ces Maghrébins musulmans ne défendent pas les sans-papiers africains et chinois. Même la population originaire du Maghreb musulman est divisée, certains voyant les islamistes en France avec les yeux de ceux qui ont vécu la guerre civile en Algérie, alors qu'en France l'islam n'est qu'une religion minoritaire du ghetto, des opprimés. Certains craignent que ces jeunes femmes voilées n'enflamment le racisme contre eux aussi, brisant leurs espoirs d'intégration dans une société profondément gangrenée par le racisme, un racisme visant notamment les Maghrébins qui en 1962 en Algérie ont infligé une grave défaite au colonialisme français. Mais les jeunes femmes voilées sont les victimes de ce racisme, pas sa cause. A l'opposé, dans la manifestation contre les exclusions du 14 février, certaines femmes voilées critiquaient notre mot d'ordre « Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! » figurant sur la même banderole, car elles se déclaraient françaises avec des papiers français, allant jusqu'à chanter *la Marseillaise*, l'hymne de la république bourgeoise française, c'est-à-dire l'hymne du colonialisme et du racisme. Evidemment elles étaient parfois choquées aussi à la vue de notre panneau « Le voile symbolise l'oppression des femmes, mais : A bas les exclusions racistes ! »

Face à cette situation on peut voir les perspectives opposées de la Ligue trotskyste, et des pseudo-trotskystes de LO et de la LCR. Nous sommes intervenus activement, avec nos forces très petites, contre *toutes* ces formes de l'oppression et traçant la perspective de la révolution socialiste (voir la photo de notre banderole en première page). Nous luttons contre *toutes* les formes d'arriération qui divisent la classe ouvrière et dressent certains secteurs contre d'autres, permettant à la bourgeoisie de perpétuer son règne d'exploitation et d'oppression. Evidemment cela ne nous rend pas populaires avec tout le monde,



20 Minutes

Manifestation du 6 mars à Paris. De droite à gauche, bras dessus, bras dessous : Arlette Laguiller (LO), Fadela Amara (Ni putes ni soumises), Nicole Guedj (UMP, secrétaire d'Etat à la construction des prisons). Laguiller : prête à tout contre les jeunes femmes voilées.

parce qu'il y a ceux comme LO qui soutiennent les sans-papiers mais qui s'en prennent aux femmes voilées, ceux qui font l'inverse, etc. Pour les marxistes il s'agit de dire la vérité aux travailleurs, de la façon la plus pédagogique possible, mais sans capituler devant aucun de leurs préjugés. Si l'on s'abstient de faire cela, on accepte ces divisions et on contribue à les maintenir dans la classe ouvrière, ce qui facilite la tâche à la bourgeoisie pour attaquer tous les travailleurs. Spontanément les travailleurs ne peuvent parvenir, sur la base de la seule expérience de leur propre exploitation dans l'usine, à une compréhension d'ensemble de l'oppression capitaliste, des multiples mécanismes de la bourgeoisie pour diviser les travailleurs et les opprimés, les empêcher de s'unir pour renverser tout le système dans une révolution prolétarienne. C'est pour cela qu'il leur faut un parti d'avant-garde, un parti regroupant ceux qui ont cette compréhension générale et qui luttent pour que des couches de travailleurs de plus en plus larges l'assimilent. C'est un tel parti que nous cherchons à construire. Lénine écrivait dans *Que faire ?* (1902) :

« Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même, n'est pas un social-démocrate [un révolutionnaire marxiste, à l'époque] ; car, pour bien se connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de *toutes* les classes de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique. Voilà pourquoi nos économistes qui prêchent la lutte économique comme moyen le plus largement applicable pour entraîner les masses dans le mouvement politique, font œuvre profondément nuisible et profondément réactionnaire dans ses résultats pratiques. »

On reconnaîtra sans peine ici une polémique sanglante contre des semblables russes de Lutte ouvrière : Lutte ouvrière a pour principe de ne *jamais* parler du racisme dans ses éditoriaux des feuilles d'entreprise adressés à la classe ouvrière, comme chacun pourra le vérifier en épluchant les éditoriaux de page 3 de leur journal depuis des années.

« Plan d'urgence » à la LO-LCR ou programme de transition trotskyste ?

Au fond, le cœur de la propagande de LO et de la LCR dans les élections, c'est pour quelques revendications dans le

cadre du capitalisme. Avec cela ils se sont retrouvés dans une situation embarrassante quand Le Pen s'est mis démagogiquement à chasser sur le même terrain que LO-LCR, contre les licenciements et l'insécurité sociale, etc. Que cela soit possible montre déjà que leur « plan d'urgence » n'a rien d'un programme de transition vers la prise du pouvoir par les travailleurs. Les révolutionnaires soutiennent toutes les luttes partielles de la classe ouvrière, mais en pointant inlassablement sur la nécessité de la *révolution ouvrière*. En mars 1935 Trotsky avait rédigé l'intervention d'Alexis Bardin au comité confédéral national de la CGT. Cette intervention a été publiée sous le titre « Du plan de la C.G.T. à la conquête du pouvoir ». Trotsky écrit notamment :

« Quand je veux me déplacer pour une ou deux stations seulement, je dois savoir où va le train. Même pour des mesures d'urgence, nous avons besoin d'une orientation générale. Quel est l'idéal social de la C.G.T. ? Est-ce le socialisme ? Oui ou non ? Il faut qu'on nous le dise, sinon, comme propagandistes, nous restons tout à fait désarmés devant la masse. [...] Comme propagandiste de notre organisation syndicale, je crois exprimer l'idée de beaucoup de militants en demandant que le Plan de rénovation économique soit dénommé le *Plan des mesures transitoires du capitalisme au socialisme*. [...] »

« Il faut mobiliser tous les vrais militants ouvriers pour une campagne vigoureuse dans tout le pays. Il faut que les paysans, dans les plus lointains hameaux, se convainquent que le prolétariat s'apprête cette fois sérieusement à renverser la bourgeoisie, à prendre le pouvoir dans ses mains pour transformer notre pays, pour le rendre enfin habitable pour le peuple travailleur. »

« *Ou bien le plan sera transformé en un plan de conquête du pouvoir par le prolétariat pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan, ou bien il sera enregistré par le peuple comme nul et non opérant.* »

Trotsky n'aurait-il pas condamné la plate-forme de LO-LCR comme « nulle et non opérante » ?

Pour leur défense ils nous rétorquent : oui, mais la situation n'est pas révolutionnaire, il y a eu beaucoup de défaites et peu de victoires depuis 1935, etc. On ne peut le nier, encore qu'il faille rappeler la contribution de ces groupes eux-mêmes dans ces défaites : ils ont soutenu les forces de la contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Est, comme par exemple dans les années 1980 le « syndicat » pro-capitaliste Solidarność en Pologne, soutenu par le pape, la CIA et Mitterrand. La Révolution russe d'octobre 1917 avait établi le premier Etat ouvrier de l'histoire. Même après l'usurpation par la bureaucratie stalinienne du pouvoir politique, l'économie continuait à fonctionner d'une façon fondamentalement différente du capitalisme : il s'agissait de maximiser la production, pas les profits individuels, même si du fait des distorsions bureaucratiques cette maximisation se faisait généralement au détriment de la qualité. La collectivisation des moyens de production explique l'énorme développement économique de l'URSS, d'une puissance arriérée qu'elle était avant la Première Guerre mondiale, impérialiste et en même temps dépendante du capital étranger (les « emprunts russes » notamment), à la deuxième puissance économique et militaire du monde qui tenait en échec les impérialistes capitalistes. Nous avons lutté pour préserver et étendre cette collectivisation des moyens de production, et l'Etat qui la défendait, comme le préconisait Trotsky dans le *Programme de transition*, jusqu'à ce que les héritiers de Staline finissent par livrer en 1991-1992 l'Union soviétique au capitalisme – et à la déchéance et la ruine du pays. La contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en URSS a énormément encouragé les capitalistes à renforcer leurs attaques dans le monde entier contre les travailleurs et les masses opprimées. En Chine, malgré les

incursions capitalistes croissantes, le fondement de l'économie demeure collectivisé et c'est pour cela que nous défendons cet Etat ouvrier même s'il était bureaucratiquement déformé dès sa naissance en 1949. Nous luttons pour une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie de Pékin qui sape les acquis ouvriers issus de la Révolution de 1949.

Avec la contre-révolution en URSS beaucoup d'ouvriers sont démoralisés par le manque de perspective révolutionnaire ; ils acceptent dans une large mesure la propagande de la bourgeoisie sur la « mort du communisme », basée sur la fausse équation que communisme égale stalinisme. Notre tâche est devenue plus difficile à cause de cette régression généralisée du niveau de conscience, mais elle n'a pas changé pour autant : convaincre la classe ouvrière qu'elle peut et doit renverser le système capitaliste et prendre le pouvoir en son propre nom dans une révolution. Nos opposants n'avancent pas cette perspective tout simplement parce qu'ils ne la partagent pas.

Lutte contre le fascisme ou causette à la télé avec la famille Le Pen ?

LO se solidarise bruyamment avec Fadela Amara des « ni putes ni soumises » qui s'excite contre « le fascisme vert », l'épouvantail agité par la bourgeoisie et le PS pour attiser le racisme anti-Maghrébins (voir l'article paru dans *Lutte Ouvrière* du 20 février). Que se passe-t-il sur le front du fascisme brun de Le Pen ? LO et la LCR ont des nuances sur la question du foulard islamique, mais sur Le Pen l'unité entre Besancenot et Laguiller est complète : l'un discute avec Jean-Marie (TF1, 5 février), l'autre avec Marine (France 2, 9 février), puis le premier encore en tête-à-tête avec Marine (« Grand débat RTL- *le Monde* », 23 février). *Le Monde* (11 février) s'est fendu d'un article spécial intitulé « Arlette Laguiller donne du "madame" à Marine Le Pen » pour se réjouir de l'avalissement de LO devant le Front national.

Cela fait plus de quinze ans que LO discute avec les fascistes à la télé, mais pour la LCR on mesure le chemin parcouru depuis le début des années 1970, où Krivine et compagnie se jetaient en formations paramilitaires dans des batailles rangées contre les fascistes. François Sabado, dirigeant de la LCR, explique ce tournant : « Ce qui l'a emporté, c'est la volonté de refaire basculer cette fraction de gens qui jadis votaient à gauche et qui aujourd'hui sont tentés par un vote en faveur du FN » (*le Monde*, 24 février). Evidemment, pour faire la cour aux travailleurs suffisamment racistes pour considérer de voter Le Pen, il faut se garder de toucher à la question du racisme – d'ailleurs LO préfère le terme savant grec « xénophobie » qui donne une nuance médicale neutre à la notion, et en plus considère comme « étrangers » (*xéni*) les immigrés et leurs enfants, citoyens français ou non ; de même « islamophobie » est devenu le terme à la mode pour légitimer le racisme contre les immigrés à la peau foncée.

L'argument clé de LO-LCR, c'est qu'il ne faut pas croire Le Pen quand il dit qu'il est pour les pauvres, parce qu'en réalité c'est un riche et même un milliardaire. Ils font l'impasse sur le véritable argument de Le Pen : il est pour les pauvres Français contre les méchants immigrés, attisant ainsi la haine raciale au service du capitalisme. Le fascisme représente la mobilisation dans la rue de petits-bourgeois enrégés par la crise capitaliste, et que le grand capital détourne vers le meurtre des Juifs, homosexuels, immigrés et autres minorités plus vulnérables, dans le but d'écraser le mouvement ouvrier organisé. Contrairement aux années 1930 il ne plane pas la menace d'une révolution ouvrière, donc la bourgeoisie n'a pas besoin en ce moment de déchaîner les fascistes : elle préfère

habiller sa domination brutale du masque de la démocratie parlementaire. Les partis fascistes en Europe jouent en ce moment principalement le rôle d'un groupe de pression sur les partis qui administrent l'ordre capitaliste. Et réciproquement ce sont les mesures racistes des gouvernements capitalistes, que ce soit le gouvernement Jospin-PCF ou le gouvernement Chirac actuel (tous deux élus avec les suffrages de la LCR), qui rendent acceptable le programme raciste de Le Pen en appliquant des pans entiers de celui-ci.

Aussi nous nous opposons à tout débat avec les fascistes, car ce serait légitimer leurs appels au pogrome raciste en les considérant comme « débattables ». La LCR et son organisation de jeunesse, les JCR, s'agitent un peu dans la rue contre Le Pen, mais comment prendre cela pour plus que de la gesticulation électorale quand on voit Besancenot argumenter avec Marine Le Pen que lui est pour augmenter l'impôt sur le revenu et elle pour augmenter la TVA (*le Monde*, 25 février) ? Qui peut penser que la LCR et LO vont chercher à mobiliser l'influence modeste mais bien réelle qu'ils ont dans la classe ouvrière pour faire une démonstration de force ouvrière le Premier Mai qui empêcherait Le Pen de parader dans les rues de Paris, comme il le fait tous les ans ? En 1995 Brahim Bouarram avait été assassiné par des skins sortis du cortège des lepénistes.

Les contradictions des JCR

Les JCR ont fait campagne contre l'exclusion d'Alma et Lila par les profs LO-LCR-PS, et se sont opposées à la loi raciste de Chirac. Nous nous en sommes réjouis (voir *le Bolchévik* n° 166), mais cette opposition s'est dans les faits trouvée en contradiction avec leur présence sur les listes LO-LCR, alors que LO avait une position fière, et la LCR une position honteuse, de soutien aux exclusions racistes. Construire la campagne unitaire LO-LCR ne peut se faire qu'en faisant passer à la trappe la lutte contre les exclusions racistes des jeunes femmes voilées. Samuel Johsua, porte-parole de la LCR marseillaise, était explicite quand il a justifié qu'un militant de la Ligue des droits de l'homme soit exclu de la liste commune LO-LCR pour avoir participé à une manifestation contre les exclusions racistes :

« [La décision de refuser le membre de la LDH] découle essentiellement de la volonté de rester centrés sur l'axe de la campagne des régionales. Les positions vis-à-vis de la loi discriminatoire de Chirac, du voile, et des attitudes à prendre sur ces questions ne doivent pas prendre une place centrale dans la campagne. Nous nous tenons au choix de mettre au centre de celle-ci un plan d'urgence sociale (et soutenu par une large part du PS), d'en faire une question majeure de la campagne des régionales. »

Encore en janvier les JCR avaient pour gros titre de première page « La loi Chirac-Ferry sur le voile – contre une loi raciste et antijeunes – mobilisons-nous ». Nos camarades sur la façade de Rouen leur ont formellement proposé par écrit – ainsi qu'à la Gauche révolutionnaire (GR), qui elle aussi s'oppose aux exclusions racistes – une action commune sur cette base-là. Tant les JCR que la GR ont refusé verbalement cette proposition. Parallèlement le Collectif Une école pour tous-tes, dont font partie les JCR et la GR, organisait une manifestation devant la Préfecture de Rouen le 4 février, dont l'appel d'ailleurs ne mentionnait pas le caractère raciste de cette loi. Pour cette action les JCR ont mobilisé en tout et pour tout trois militants, qui ont soutenu un des représentants des Etudiants musulmans de France qui tentait vainement de nous censurer.

Et le numéro de février de « *red* », le journal des JCR, faisait passer en page 8 les titres sur le foulard. Dans leur édi-

torial ils donnent une justification politique à leur capitulation face à LO-LCR, traitant de « diversion » la question du foulard :

« Mais nous pouvons dès maintenant consacrer toute notre énergie à préparer les prochaines confrontations. Une question décisive consiste à ne pas se laisser diviser par les diversions menées par le gouvernement. La loi pour interdire le voile à l'école désigne les jeunes filles voilées comme des boucs émissaires responsables des problèmes de l'éducation. Un sondage BVA, commandé par Libération, fin janvier, révèle que 43 % (contre 38 %) des personnes interrogées pensent que le gouvernement cherche à faire une loi pour faire porter le débat public sur la laïcité plutôt que sur les problèmes sociaux ! »

La CNT anarchisante raconte au fond la même chose quand dans un éditorial récent (*Combat syndicaliste*, 12 février) elle disait : « Les pauvres, on les amuse avec des lois gadget, comme la loi sur la laïcité (trois malheureux articles éjaculés à grand peine du stylo du docte Ferry). » Pas étonnant que les anarchistes de toutes tendances, et en dépit de la polarisation qui les agitait sur la question du foulard, aient brillé par leur absence dans toutes les mobilisations contre la loi Chirac.

Avec une telle position il est remarquable, et réconfortant, que les JCR aient quand même été présentes à la manifestation du 14 février. La LCR a déclaré qu'elle ne participerait pas aux manifestations contre la loi Chirac, car ces manifestations ne prenaient pas clairement position contre le voile (voir *le Monde*, 15-16 février). Résultat, le 14 février dans la manifestation parisienne contre les exclusions nous étions les seuls à avoir des mots d'ordre et des panneaux dénonçant le voile comme symbolisant l'oppression des femmes, et se prononçant pour l'avortement libre et gratuit, comme le notait d'ailleurs l'article du *Monde* du 17 février. Les militants des JCR qui ont des divergences sérieuses avec l'opportunisme de la LCR, doivent comprendre que le vote de celle-ci pour Chirac, sa complicité avec lui dans les exclusions racistes, etc., sont en contradiction avec les *principes* fondamentaux du marxisme. Pour unifier la classe ouvrière derrière un programme marxiste il faut d'abord rompre avec ces gens-là. C'est en scissionnant des menchéviks opportunistes que Lénine a construit le Parti bolchévique qui a pu diriger la révolution d'Octobre en 1917. Rosa Luxemburg, fondatrice du Parti communiste allemand, avait rompu trop tard avec les sociaux-démocrates, et elle a fini assassinée par eux pendant la révolution allemande avortée de 1918-1919.

On voit au Brésil (voir notre article page 5) la loyauté à leur propre bourgeoisie des partisans du mal-nommé « Secrétariat unifié de la Quatrième internationale » (les héritiers de Michel Pablo, qui avait détruit la Quatrième Internationale de Trotsky au début des années 1950) : Miguel Rossetto, un camarade de la LCR dans le Secrétariat unifié et membre du PT brésilien de Lula, est carrément ministre dans le gouvernement capitaliste. Même les JCR, qui pendant un an avaient maintenu un prudent silence sur Rossetto, prennent maintenant ouvertement la défense de leur camarade ministre, disant : « De toute évidence, le financement du ministère de la réforme agraire n'est pas la priorité de Lula, et dès lors, notre camarade n'a pas pu faire tous les changements qu'il souhaitait » (« *red* », janvier). La grande héroïne des JCR c'est Heloisa Helena, qui au moins a voté contre le démantèlement des retraites par Lula et vient de se faire exclure du PT pour cela. *Inprecor* (janvier-mars) vient de publier la traduction d'une interview donnée par Heloisa Helena au grand quotidien bourgeois de Rio, le *Jornal do Brasil*, où cette dame déclare notamment :

« [...] je suis catholique. Je vais toujours à l'église. J'ai beaucoup d'amis à l'intérieur qui sont prêtres. La semaine passée, je suis allée quatre fois à la messe dans une seule ville, aidant

dans la célébration. J'ai retrouvé la foi il y a des années, par la douleur, et je suis tout à fait convaincue. Mon expérience religieuse est avec le camarade qui est là-haut dans les cieux, et qui m'a donné beaucoup de preuves d'amour dans les moments difficiles que j'ai traversés durant ma vie. »

On devrait la présenter à Christine Boutin, candidate pour le Vatican aux élections présidentielles françaises de 2002. Nous pensons qu'un autre monde est possible, mais ici-bas, pas dans les cieux ; sauf que, contrairement à ce que promet-

tent les « altermondialistes » à la LCR-JCR, cela exige une révolution socialiste prolétarienne. On pourra alors s'attacher à construire une société débarrassée de la faim, de la guerre et du racisme. Alors les hommes et les femmes n'auront plus besoin de se réfugier dans des fantasmes religieux pour s'échapper de la dure réalité de cette société capitaliste d'oppression et de misère. Nous luttons pour construire le parti mondial qui mènera la classe ouvrière au pouvoir pour émanciper l'humanité tout entière. ■

Dien Bien Phu...

Suite de la page 4

la combativité prolétarienne comme ce fut le cas avec l'écrasement du soviet de Hoa Gay en décembre 1945.

La réoccupation par les troupes françaises de plusieurs positions clés de Saïgon en septembre 1945 y déclencha une véritable insurrection dans les quartiers ouvriers. Les trotskystes y étaient en première ligne et dirigeaient certaines des milices ouvrières les plus combattives. Dans cette lutte héroïque, ils furent massacrés non seulement par les forces expéditionnaires françaises et britanniques, mais surtout par le Vietminh stalinien. Nous, trotskystes, nous nous réclamons de la bannière du trotskysme vietnamien écrasé par les staliniens de Ho Chi Minh. Ta Thu Thau, dirigeant trotskyste vietnamien qui avait rejoint les rangs de l'Opposition de gauche en 1929 pendant son séjour en France, illustre cette perspective quand il écrivait en 1930 : « La révolution sur la base d'une organisation des masses prolétariennes et paysannes est seule capable de libérer les colonies. [...] Il faut confondre la question de l'indépendance avec celle de la révolution prolétarienne » (*Cahiers Léon Trotsky* n° 40, décembre 1989). C'est par le Vietminh que Ta Thu Thau a été arrêté et assassiné en 1945. (Pour en savoir plus sur ces événements, voir notre brochure en anglais, *Stalinism and Trotskyism in Vietnam* [1976]).

Tant qu'existait l'Union soviétique il était possible, en de rares occasions, qu'une lutte de guérilla petite-bourgeoise renverse le capitalisme. Dans ce cas serait établi un Etat ouvrier *déformé*, qualitativement similaire à l'URSS sous Staline. Dans notre déclaration de principes nous parlons de Cuba, et c'est un exemple qui s'applique aussi au Vietnam :

« L'expérience depuis la Deuxième Guerre mondiale a totale-

ment validé la théorie trotskyste de la Révolution permanente selon laquelle à l'époque impérialiste, la révolution démocratique-bourgeoise ne peut être réalisée que par une dictature du prolétariat appuyée par la paysannerie. Ce n'est que sous la direction du prolétariat révolutionnaire que les pays coloniaux et semi-coloniaux peuvent obtenir une vraie émancipation nationale. Pour ouvrir la voie au socialisme il faut étendre la révolution aux pays capitalistes avancés. [...] A Cuba, un mouvement petit-bourgeois a effectivement, dans des circonstances exceptionnelles (une classe ouvrière qui ne luttait pas pour le pouvoir social en son propre nom, une bourgeoisie nationale qui avait fui, l'encerclement impérialiste hostile et le secours apporté par l'Union soviétique), renversé la vieille dictature de Batista puis finalement détruit les rapports de propriété capitaliste. Mais le castrisme (ou tout autre mouvement de guérilla basé sur la paysannerie) ne peut pas mener la classe ouvrière au pouvoir politique. [...] Pour mettre la classe ouvrière au pouvoir politique et ouvrir la voie au développement socialiste il faut, en plus, une révolution *politique* dirigée par un parti trotskyste. »

- *Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998

Le Vietminh n'avait historiquement qu'une position minimaliste sur la question agraire, se limitant à demander une réduction de 25 % des loyers. La constitution de la République démocratique du Vietnam de 1946 stipulait bien que « Le droit de propriété et de possession des citoyens vietnamiens est garanti. » Mais à partir de 1953 les choses ont changé lorsque le décret du 12 avril qui stipulait la réduction des loyers de la terre, l'élimination des dettes et la distribution des terres appartenant aux colons, commença à être réellement mis en œuvre par les syndicats locaux de paysans. Malgré ses limitations, cette campagne redonna de la vigueur aux masses paysannes pauvres qui ensuite affluèrent en masse vers le Parti communiste vietnamien. Et cela eut un impact majeur sur la détermination des masses dans la guerre. C'est ainsi que le commandant en chef du corps expéditionnaire français observa qu'après la nouvelle législation, il n'avait plus affaire « aux mêmes adversaires ».

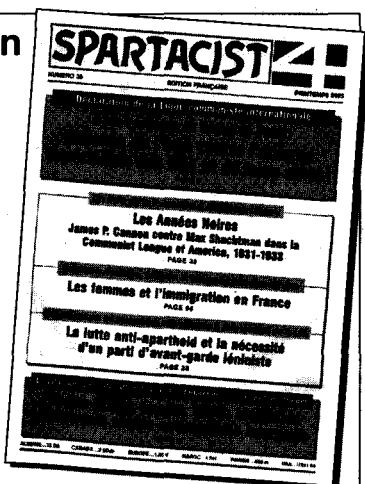
Fort significativement la guerre vietnamienne contre l'impérialisme français était appelée par les dirigeants Vietminh « guerre patriotique » menée par « notre peuple », sans aucune mention du combat social contre le capitalisme oppressif. Au lieu d'une perspective de révolution internationale, les staliniens vietnamiens parlent de la « guerre patriotique » qui était « la continuation de notre révolution nationale et démocratique ». De même Giap prétend qu'avec les accords de Genève de 1954 signés après Dien Bien Phu par le Vietnam et les puissances impérialistes, « notre peuple a obtenu une grande victoire diplomatique ». Mensonge ! En fait les accords de Genève ont été une véritable trahison des masses vietnamiennes par la bureaucratie stalinienne. Dès qu'un statu quo avait été atteint en 1953 dans la guerre de Corée, le Kremlin avait commencé à pousser pour des négociations de paix au Vietnam, alors même que le Vietminh était en train de gagner. Selon le commentaire d'un observateur proche de

Spartacist édition française n° 35
(printemps 2003)

(compris dans l'abonnement au *Bolchévik*)

1,50 €
(56 pages)

Commande :
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



la CIA : « Ironiquement l'accord écrit à Genève profitait à toutes les parties excepté les vainqueurs. [...] Seul le Vietminh, le vainqueur, y perdait. Ou avait été trahi. Ho Chi Minh fut persuadé d'une manière ou d'une autre – apparemment sous la pression conjointe des Chinois et des Soviétiques – d'accepter la moitié du pays sur la base que l'autre moitié serait sienne sitôt les élections tenues. » Le résultat effectif des accords de Genève fut que le Sud-Vietnam fut rendu au capitalisme ; il redevint une base avancée de l'impérialisme et il fallut encore vingt ans supplémentaires de guerre pour libérer le sud du pays, cette fois dans une guerre contre l'impérialisme US.

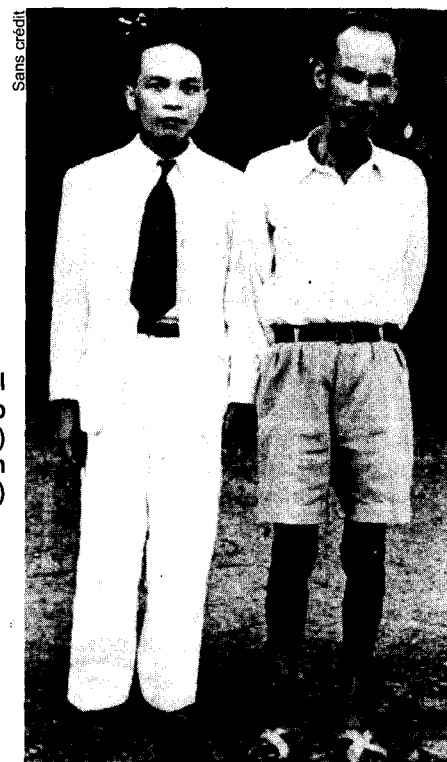
Le colonialisme français raciste en Indochine

Pour les colonialistes français, les Vietnamiens n'étaient, tout simplement, pas des êtres humains et les cas d'assassinat gratuit et de torture sont innombrables. Andrée Viollis, journaliste française visitant le Vietnam en 1931, rapporte des témoignages purement insoutenables (Jean-Luc Einaudi [2001], *La guerre d'Indochine 1945-1954*). Extraits sur la pratique courante de la torture dans les locaux de la Sûreté : « privation de nourriture avec ration réduite à trente grammes de riz par jour ; coups de rotin sur les chevilles, sur la plante des pieds, tenailles appliquées aux tempes pour faire jaillir les yeux des orbites, poteau auquel le patient est attaché par les bras et suspendu à quelques centimètres du sol, entonnoir à pétrole, presse de bois, épingles sous les ongles, privations d'eau ».

Ces suppliciés sont systématiquement accusés d'être communistes. L'armée coloniale massacre impitoyablement toute velléité de résistance du peuple, y compris pour les revendications les plus banales. La moindre manifestation réclamant par exemple une réduction de l'impôt fait face à des massacres : y compris à la mitrailleuse. Viollis relate ainsi un incident dont elle fut témoin en décembre 1930 près de Son Tinh : « On annonce qu'à quelques kilomètres un cortège de manifestants sans armes chemine le long de la rivière. Il est six heures du matin. On envoie une mitrailleuse et ses servants, on l'installe à un carrefour, cachée par un coude de la route. Au moment où un millier d'indigènes sont massés sur ce carrefour, on tourne la manivelle à bout portant. C'était terrible, le hurlement de ces gens sans défense. [...] Il y eut une trentaine de morts. »

Après le déclenchement de la guerre d'Indochine en 1946, l'armée impose un blocus sur le riz destiné au Nord pour tenter de soumettre le Vietnam par la famine. Plusieurs dizaines de jonques transportant du riz sont coulées par la marine française et des milliers de tonnes du précieux contenu vont au fond de la mer. Henri Martin – communiste engagé dans l'armée française au Vietnam entre 1945 et 1947 – fait état de la mission de cette marine : « Quand on était en mer, en face du Sud-Annam, on éventrait les jonques et tous les jours il y avait des avions qui mitraillaient. Des vedettes rapides venaient couler des jonques. Au bout de quelques semaines il n'y avait plus de jonques. Il fallait empêcher le riz d'arriver au Nord. C'était une directive militaire de haut niveau : l'aviation, les vedettes rapides, nous, étions mobilisés pour ça » (cité par Einaudi, *ibid.*)

Une grande partie des militaires engagés dans la guerre, côté français, était d'ailleurs composée de nazis reconvertis et payés par la France. Les témoignages rapportés par Einaudi indiquent par exemple que le 3^e régiment étranger d'infanterie était composé pour un tiers d'Allemands fuyant



Le général
Vo Nguyen Giap
(à gauche)
et Ho Chi Minh
(à droite)

la « dénazification ». Dans certaines compagnies le pourcentage atteignait 80 %. La France payait « cinq francs par jour » aux militaires allemands pour les convertir en légionnaires français. A part les troupes coloniales africaines, une autre partie de l'armée se composait de militants français du PCF, que leur parti avait fait se porter volontaires dans le but de recycler d'anciens combattants de la Résistance dans l'armée bourgeoise, notamment en tant que sous-officiers.

Les soudards français étaient particulièrement ignobles vis-à-vis des femmes. Liliane Veyrenc, engagée comme opératrice de cinéma des armées en Indochine décrivait, dans un rapport de 1955, que pour les sous-officiers européens, « la plus grande joie était notamment de torturer les femmes, surtout lorsqu'elles étaient jeunes et jolies, et les femmes étaient nombreuses car en plus de la petite "zoukid" (franc-tireur) d'occasion, de véritables réseaux féminins étaient organisés en provinces, régions, etc. » (cité par Einaudi, *ibid.*)

Au niveau économique, le colonialisme c'était l'esclavage pur et simple : en 1930 au Vietnam, selon le journaliste Louis Roubaud, les instruments de travail habituels d'une entreprise agricole ou industrielle comportaient des menottes et les locaux du personnel, un cachot. Le caoutchouc était après le riz la principale exportation vietnamienne. Il était produit par des travailleurs pratiquement réduits à l'état de servitude, et qui étaient frappés par la malaria, la dysenterie et la malnutrition à un point tel que, dans l'une des plantations de Michelin, entre 1917 et 1944, 12 000 travailleurs sur 45 000 étaient morts (voir Stanley Karnow, *Vietnam – A History*). Le capitalisme impérialiste français s'est construit sur le pillage sanglant de ses colonies, et il n'est pas devenu moins inhumain depuis, comme on le voit encore aujourd'hui avec Total en Birmanie.

Le traitement par les Français de leurs prisonniers vietnamiens était tel qu'ils étaient terriblement gênés lorsque la question de l'échange de prisonniers a été posée à la fin de la guerre, car la majorité des prisonniers qu'ils avaient à remettre étaient dans un état physique tel qu'ils ne pouvaient

être exposés sans que le gouvernement français ne se trouve accusé de mauvais traitements selon les pratiques internationales. D'où la lettre suivante émanant du général Beaufort adressée au commandant en chef en Indochine : « les renseignements que je reçois du BDPGI – s'ils venaient à être connus – risqueraient de nous placer dans une situation désagréable, sinon difficile, puisqu'ils comportent une liste de plus de 4 500 détenus morts en captivité. Des renseignements officieux donnés par l'officier de la commission mixte centrale chargé de ce problème, me permettent de penser que le nombre de PGI [prisonniers de guerre indochinois] décédés ou exécutés dépasse au total 9 000. » Et il demande « que les registres des prisons et des camps soient mis à l'abri de toute indiscrétion » (cité par Einaudi, *ibid.*)

En comparaison le Vietminh traitait les prisonniers français de manière fort convenable comme le montrent les témoignages rassemblés par Einaudi : les camps n'étaient pas clôturés, et disposaient par exemple de jardins potagers pour « améliorer l'ordinaire » ; les prisonniers avaient une ration journalière de « 600 à 700 g de riz » (même quantité que les gardiens), quelques légumes irréguliers et au moment des commémorations ils recevaient de la viande (buffle, porc). Dans un autre camp, la situation était encore meilleure : « riz (toujours servi à volonté) auquel s'adjoignaient de très petites quantités de viande (poulet-porc) ou de poisson de rivière frais ». Les prisonniers avaient, jusqu'en décembre 1950, « deux repas par jour » et trois repas à partir de cette date. De plus les témoignages indiquent que les prisonniers n'étaient astreints à aucun travail ; il n'y avait que les corvées pour subvenir à leurs propres besoins. Le colonel Robert, qui fut prisonnier du fameux Camp 113 où a servi le transfuge Georges Boudarel, témoigne qu'il n'a « absolument pas été témoin de mauvais traitements, de violences à l'égard de prisonniers ». Mais là les pénuries étaient beaucoup plus graves à cause des pénuries générales dans le pays suite au blocus des impérialistes français et aux conditions sanitaires et climatiques, et la ration de riz n'était que de 300 g ; et il y avait plusieurs décès à cause du bérubéri ou de la dysenterie.

Les trahisons du PCF envers les masses vietnamiennes

Les souffrances endurées par les masses vietnamiennes assaillies par l'armée française sont en partie dues au Parti communiste français, en qui pourtant des centaines de milliers d'ouvriers et d'opprimés en France voyaient leur dirigeant légitime et les masses coloniales leur allié. Mais dans la question de l'indépendance des colonies françaises, comme dans les autres, la direction du PCF a confirmé, dans ses actes et ses déclarations, sa loyauté vis-à-vis de l'impérialisme français contre les peuples coloniaux. Et pour cause, elle était membre de la plupart des gouvernements impérialistes français de 1945 à 1947. Sa politique en Indochine était en parfaite concordance avec celle qu'elle appliquait en France et qui avait consisté à briser la situation pré-révolutionnaire consécutive à la Deuxième Guerre mondiale afin de permettre à la bourgeoisie française de se maintenir au pouvoir. Elle servait également la politique contre-révolutionnaire de Staline de coexistence pacifique avec l'impérialisme. La bureaucratie parasitaire, qui avait monté en 1923-1924 en URSS, avait abandonné la perspective de la révolution prolétarienne mondiale. Au nom de la construction illusoire du « socialisme dans un seul pays », elle était prête à tout pour apaiser l'impérialisme dans les autres pays, y compris y subordonner les partis communistes à leur propre

bourgeoisie. L'alliance des staliniens avec les impérialistes américains et avec de Gaulle contre l'Allemagne nazie allait se traduire par le soutien stalinien au rétablissement de l'ordre colonial français en Indochine en 1945.

C'est ainsi qu'en avril 1945 le dirigeant du PC Henri Loderay proclamait dans la revue officielle du parti : « Nous le disons avec netteté et sans équivoque, si les populations de la France d'Outre-Mer ont le droit de se séparer de la Métropole, cette séparation, à l'heure présente, irait à l'encontre des intérêts de ces populations [...] » parce que ces populations « ne sont pas en état de garantir une existence vraiment indépendante » (cité par Jacob Moneta, *le PCF et la question coloniale* [1971]) ! Un mois après, lors du 10^e Congrès du PCF en juin 1945, Caballero, le secrétaire général du Parti communiste algérien – branche du PCF – concluait son discours en soulignant que « Ceux qui réclament l'indépendance de la France, sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. »

Quand au début de 1947 il s'est agi de voter les budgets militaires donnant au gouvernement les moyens de sa guerre en Indochine, le PCF a donné la consigne suivante à ses représentants : le groupe parlementaire s'abstient tandis que les cinq ministres évitent de « rompre la solidarité ministérielle » (Moneta, *ibid.*) Résultat, les crédits sont octroyés sans aucun problème. Quoi qu'il ait pu dire plus tard, le PCF était un fervent partisan de l'Union française « réunissant » l'impérialisme français et ses colonies ; ainsi les *Cahiers du communisme* (mars-avril 1947) écrivaient : « L'intérêt national exige le maintien de l'influence et des positions françaises en Extrême-Orient. La poursuite des hostilités contre le peuple du Vietnam en violation des principes de la Constitution aboutirait infailliblement à ruiner ces positions et cette influence, comme ce fut le cas naguère en Syrie et au Liban. » Et en mars 1947, c'est le secrétaire général du PCF lui-même, Maurice Thorez, en même temps vice-président du Conseil dans le gouvernement Ramadier, qui signa l'ordre d'intervention militaire contre les Vietnamiens.

C'est surtout après l'éjection du PCF du gouvernement français que certaines voix se firent entendre pour l'indépendance du Vietnam ; le Groupe culturel marxiste, associé au PCF et basé à Saïgon, écrivait dans un article intitulé « L'indépendance du Vietnam, seule chance de la France » : « Poursuivre la solution de force créerait l'irréparable entre les deux peuples, *notre* "victoire" militaire dans un pays ruiné et plein de légitime haine, scellerait à échéance plus ou moins proche, *notre* totale et honteuse éviction. » (souligné par nous)

Le nombre croissant de victimes françaises avait aussi un impact en France. Un film remarquable de Paul Carpita, *le Rendez-vous des quais*, montre une grève générale contre la guerre dans le port de Marseille au début des années 1950, à l'arrivée d'un navire ramenant des troupes avec de nombreux blessés et tués. En août 1953 il y eut une grève générale victorieuse en défense des retraites. *Ce qu'un parti ouvrier révolutionnaire en France aurait fait c'était de chercher à mobiliser la classe ouvrière française sur une base de solidarité internationaliste avec la lutte du peuple vietnamien, y compris en faisant du travail de propagande à l'intérieur de l'armée française.* L'opposition croissante à la guerre dans la classe ouvrière se reflétait dans le fait que de nombreux soldats français influencés par le PCF, en dépit de la ligne pro-impérialiste de leur parti, étaient individuellement révoltés par les méthodes de l'armée française. Ils se sentaient en opposition aux buts de guerre et sympathisaient

avec les combattants vietnamiens. Sortant directement de la guerre de résistance contre l'Allemagne, ils ne comprenaient pas pourquoi ils se battaient en Indochine, faisant le parallèle entre la lutte du Vietminh et leur propre lutte de résistance. Certains ont rédigé des manifestes et articles parus dans les journaux vietnamiens, d'autres ont distribué au sein de l'armée des tracts en français rédigés par le Vietminh. Plusieurs ont été condamnés à des peines de prison et à la torture à répétition pour leur opposition.

D'autres comme Georges Boudarel ont rejoint le camp du Vietminh. Boudarel, qui est décédé au début de cette année, a été au début des années 1990 victime en France d'une intense campagne anticommuniste pour cette action ; la LTF a à l'époque énergiquement pris sa défense (voir *le Bolchévik* n° 110, avril 1991). Selon des chiffres cités par Jacques Doyon, plus de 2 000 soldats ont déserté le corps expéditionnaire français, sans compter les supplétifs vietnamiens, déserteurs, eux, par dizaines de milliers (*les Soldats blancs de Hô Chi Minh*, 1973). De 1947 à 1954, des dizaines et des dizaines de milliers de Nord-Africains furent envoyés en Indochine, alors que leur propre pays était en proie aux premiers soubresauts de la lutte pour l'indépendance et qu'en plus ils continuaient à subir la discrimination raciale au sein de leur unité. Une fois au Vietnam, des centaines d'entre eux, dont plus d'une centaine de Marocains, désertèrent et rallièrent le Vietminh, qui n'avait cessé de les appeler à la solidarité anticolonialiste (Nelcy Delanoë, *Poussières d'empires*, 2002).

Le PCF a choisi aujourd'hui de faire de Henri Martin, un militant communiste de l'époque, « le » héros de la guerre d'Indochine : encore le 17 janvier 2004 une « Journée Henri Martin » était organisée à Paris à grand renfort de personnalités et d'historiens en son honneur et en sa présence. Le PCF cherche en fait aujourd'hui avec Henri Martin à réécrire sa propre histoire et couvrir ses propres trahisons envers les masses vietnamiennes et françaises, de même qu'il l'a fait il y a trois ans avec la question de la torture pendant la guerre d'Algérie (voir *le Bolchévik* n° 156, printemps 2001). De retour en France après son service au Vietnam, Henri Martin est affecté à l'arsenal de Toulon où il participe à la diffusion aux soldats de tracts du PCF s'opposant à la guerre. Arrêté en mars 1950 il est traîné en procès pour « sabotage » et « campagne de démoralisation de l'armée » et condamné à cinq ans de prison. Avec l'appui du PCF, son procès a eu un retentissement partout en France et une campagne de grande ampleur était lancée pour sa libération. Mais, loin d'en faire une plate-forme pour mobiliser la classe ouvrière française du côté du peuple vietnamien en lutte et pour une offensive révolutionnaire, le PCF insistait qu'Henri Martin avait agi par patriotisme français (voir *l'Humanité* du 7 janvier).

Pour la défense de l'Etat ouvrier déformé vietnamien contre la restauration capitaliste

Du temps où elle existait, l'Union soviétique était pour le Vietnam un bouclier militaire et économique face aux assauts répétés de l'impérialisme et y compris de la Chine, criminellement alliée aux USA à partir de 1972. L'effondrement de l'URSS en 1991-1992 a énormément accru la vulnérabilité du Vietnam et des autres Etats ouvriers déformés restants (Chine, Cuba, Corée du Nord) face aux impérialistes. Depuis le lancement dans les années 1980 de la *do moi*, la version vietnamienne du « socialisme de marché », les concessions de la bureaucratie vis-à-vis de l'impérialisme ne cessent d'augmenter, renforçant de façon dangereuse la main des forces

qui poussent à la restauration capitaliste. On voit en Chine l'énorme accroissement du chômage et de la misère dans les campagnes à la suite de mesures similaires.

La collectivisation des grands moyens de production, le monopole du commerce extérieur et la planification centralisée résultent de la destruction de la bourgeoisie comme classe sociale dominante et de son expropriation, ainsi que de l'expropriation des impérialistes. Malgré les réformes de la *do moi*, le Vietnam aujourd'hui est toujours un Etat ouvrier déformé. D'après le ministère américain du commerce, le gouvernement vietnamien « tient les rênes des principaux secteurs de l'économie, tels que le système bancaire, les entreprises d'Etat et certains domaines du commerce extérieur » (U.S. Department of State, *Background Note: Vietnam* [juillet 2001], sur www.state.gov). Le 9^e Congrès du PC vietnamien tenu en 2001 affirmait que « le rôle dirigeant du secteur étatique de l'économie devait être renforcé ». Dans beaucoup de secteurs clés de l'industrie tels que l'électricité, l'aviation et les télécommunications, les entreprises d'Etat détiennent 80 % des parts ou davantage. En ce qui concerne la terre, les lois vietnamiennes ne reconnaissent pas les droits de propriété privée, la terre restant propriété d'Etat et les personnes pouvant uniquement avoir un droit d'usufruit.

Selon les statistiques des Nations Unies, le Vietnam avait en 2001 un taux net de scolarisation au secondaire de 62 % et un taux d'alphabétisation des adultes de 92,7 % ; le nombre de médecins était de 52 par 100 000 habitants (sur 10 ans) et le pourcentage d'enfants de 1 an complètement vaccinés contre la tuberculose était de 99 % (*Indicateurs de Développement humain*, 2003). Comparez donc ces indicateurs à ceux de l'Indonésie, pays aux ressources naturelles infiniment plus abondantes, notamment en pétrole, classé par les milieux économiques dans la petite liste des « pays nouvellement industrialisés » et dont la population ploie sous le joug de l'impérialisme : le taux net de scolarisation au secondaire est de 48 %, le taux d'alphabétisation des adultes de 87,3 %, le ratio de médecins de 16 par 100 000 habitants et le pourcentage d'enfants vaccinés contre la tuberculose de 65 %. Qu'un pays aussi pauvre en ressources naturelles, aussi surpeuplé et surtout aussi meurtri par de cruelles et interminables guerres d'agression que le Vietnam puisse offrir à ses populations des services aussi supérieurs que l'Indonésie témoigne de l'énorme potentialité libératrice d'une société où les moyens de production ont été collectivisés. Mais il n'y aura jamais de base pour aller vers le socialisme sans une économie centralisée et planifiée à l'échelle mondiale, comprenant les grands pays capitalistes avancés. Il faut renverser la bureaucratie stalinienne qui repose sur l'économie planifiée, dans une révolution *politique* qui basera l'Etat ouvrier sur des soviets (conseils ouvriers).

Nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle du Vietnam mais aussi de la Chine, de la Corée du Nord et de Cuba contre les tentatives de restauration du capitalisme, qu'elles soient externes ou internes. Intimement liée à ce devoir est l'impérieuse nécessité d'une révolution politique prolétarienne pour chasser la caste bureaucratique à sa tête avec sa perspective nationaliste du « socialisme dans un seul pays ». Un véritable parti léniniste-trotskyiste mobiliserait la classe ouvrière pour la défense de tous les Etats ouvriers restants, et pour l'extension de la révolution sociale en Corée du Sud et au Japon, le bastion industriel de la région. Et pour commencer, honorons la mémoire des combattants vietnamiens qui ont vaincu le colonialisme français il y a 50 ans. ■

طبعاً أحزاب لا تعتقد بأن الحجاب رمز للاضطهاد. على سبيل المثال حزب الاشتراكية انطلاقاً من القاعدة [ش ا م ق] (Speb) يقول بأن « الحجاب الإسلامي يمثل قبل كل شيء رمزاً لمقاومة الاضطهاد الديني والعنصري » (الإسلامية والثورة) لكن عكس (ش ا م ق) (ن ع) و(ع ش ث) نحن داخل العصبية التروتسكية لفرنسا ناضلنا دائماً بشراسة ضد الحجاب وضد الرجعية الإسلامية، ونواصل ذلك. و في أفغانستان ظهر بوضوح من يريد النضال بجديّة ضد قمع النساء تحت الحجاب.

مند مئات السنين، الفترة الوحيدة التي ظهرت فيها النساء الأفغانيات بدون البرقع كان ذلك في الثمانينات. لأن سنة ١٩٧٩ الاتحاد السوفياتي تدخل في أفغانستان بطلب من حكومته - نظام برجوازي صغير يحاول المعاصرة - الذي أراد خفض ثمن النساء. تحت حماية الجيش الأحمر النساء الأفغانيات تلقين تدريبات كمرضات، معلمات، وجنود أيضاً. بعكس ما فعله الرأسماليين المستعمرين الفرنسيين بالجزائر، لأن الاتحاد السوفياتي كان دولة عمالية. بالرغم من السيادة السياسية للجنة الطفيلية الستالينية، البنية الاجتماعية للإتحاد السوفياتي تأسست عبر نزاع ملكية الرأسماليين وتأميم الاقتصاد، التي كانت تناقض الاستثناء القروسي للنساء تحت البرقع. ضد الإتحاد السوفياتي والحكومة الأفغانية تواجد المجاهدين المضادين للنساء، هم أنفسهم من يسودون أيامنا هاته. اميراليي الولايات المتحدة الأمريكية و فرسا ساندوا وسلحوا هؤلاء الرجعيين الإسلاميين، من مسعود إلى الطالبان و بنلادن، الذين أرادوا إرغام النساء على ارتداء الحجاب وقتل أكبر عدد ممكن من الجنود السوفيات.

(ن ع)، في ذلك الوقت، أدان التدخل السوفياتي وشبه أفغانستان بالفيتنام، مقارنة وعن خطأ اغتصاب الفيتنام من طرف الامبرياليين الفرنسيين وبعدهم الأمريكيين، بالتدخل التقدمي للجيش الأحمر في أفغانستان « جريدة لوت دو كلاس » (٧ نيسان - يوليوز ١٩٨٠). في حين (ع ش ث) قد كتبت في ١٩٨٨ بأن سقوط الحكومة الأفغانية « سنشكل على كل حال ضرر أقل من ضرر التواجد السوفياتي في أفغانستان » « أنبركو » (١١ نيسان - أبريل ١٩٨٨). نحن قلنا العكس تماماً « تحية للجيش الأحمر بأفغانستان! عمّم مكاسب الثورة الروسية للشعوب الأفغانية! » وناضلنا ضد سحب الوحدات السوفياتية سنة ١٩٨٩. ثمرة هذه الخيانة السوفياتية بأفغانستان الفضاعة التي تعرفها المنطقة اليوم. رغم ما يعتقد أولئك الذين يذرفون دموع التماسيح على وضعية المرأة الأفغانية وصعود الإسلام في عالم اليوم، الحقيقة هي أن انهيار الإتحاد السوفياتي هو السبب الأصلي. (ن ع) و(ع ش ث) رفضاً معارضة الشريعة الإسلامية بأفغانستان في الثمانينات، واليوم يشتكيان من الإسلاميين بفرنسا! وعلى كل هذين الموقفين مرتبطين بشكل واقعي: في تلك الفترة كما باليوم يصطفان بجانب برجوازيتهما الفرنسية.

من أجل تحرير النساء ليس فقط من الحجاب، بل من كل أشكال القمع، يجب النضال من أجل ثورة عمالية الوسيلة الوحيدة التي تستطيع القضاء على الأساس المادي للقمع. من أجل هذا يجب بناء حزب عمالي ثوري. حزب مثل هذا سيناضل من أجل مصلحة كل العمال، وطبعاً ضد الإرهاب العنصري واضطهاد النساء. إنه الحزب الذي نسعى لبنائه لتحرير النساء بثورة اشتراكية!

إلا أن تتقوى إذا ثم منعهم من التعليم العمومي. ندافع عن العلمانية وفصل الكنيسة عن الدولة، ولكن مبدأ العلمانية شوّه من طرف الدولة الفرنسية العنصرية، ضد العمال، ضد النساء، عندما تستعمل لمهاجمة هؤلاء الفتيات المسلمات المرتديات للحجاب: العلمانية تركز على فكرة أن الدولة لا يجب أن تتدخل في المعتقدات الشخصية. والد أمة وليلى (محام من جمعية مراب MRAP) خطف جيداً نفاق الحملة عند ما تحدث عن « آيات الله للعلمانية، الذين فقدوا الحس الجماعي » (جريدة « لوموند »، ٢٥ أيلول - سبتمبر ٢٠٠٣). وهذا المعارض للحجاب، الذي يناظر ضد طرد ابنتيه، يدين بشدة وعن حق « العقاب المزوج » الذي يهددهما: « ذلك الذي يحملانه أصلاً فوق رأسيهما، وذلك الذي يجرهما أكثر من الإنسانية التي تحملها لهما المدرسة » جريدة « لومانيطي »، (٩ تشرين الأول - أكتوبر ٢٠٠٣).

(ن ع) لا يدافع عن طرد الفتيات على أساس العلمانية، ولكن مبدئياً على أساس « الدفاع عن النساء ». (ن ع) يزعم أنه من مصلحة الفتيات المرتديات للحجاب طردهن: « ما هو مطروح، ليس "الحق" للبعث في ارتداء الحجاب، ولكن حق الآلاف الفتيات و النساء الاعتماد على منع الحجاب من أجل الرد السريع على الإكراه الرجعي الذي يريد فرضه عليهن محيطهن » « جريدة (ن ع) » (١٩ سبتمبر - أيلول ٢٠٠٣). (ن ع) تعلن بأن المدارس روضة للتقدم، ولكن هذا لن يغير شيئاً من قمع النساء المرغبات على إعادة ارتداء الحجاب بمجرد عبور حواجز الإعدادية. أكثر من ذلك حملة (ن ع) من أجل طرد الفتيات من المدرسة تعزز الميز العنصري الذي هو مصدر قمع لهؤلاء الفتيات.

الشباب المنحدر من الهجرة يجد نفسه في فرنسا بدون عمل، بدون مستقبل في أحياء هامشية، فيحاول البحث عن هويته في الدين. هذه هي بالضبط حالة أمة وليلى في أوبيرفيلبي: والدهما يهودي ملحد ووالدهما قبانلية، لا يرتادان يومياً المسجد. هذا أبعد من أن يكون استثنائياً: مع غياب كل أفق واليأس في المجتمع الرأسمالي، الشباب يتوجه أكثر فأكثر نحو الإسلام. هؤلاء الفتيات يتجهن نحو الدين كملجأ ك « قلب لعالم بدون قلب » (على حد تعبير كارل ماركس)، كمواساة وهمية من السماء لمعاناة واقعية بالأرض. بعكس ما قاله (ن ع) و(ع ش ث) اللذان يحاولان إقناعنا بأن الفتيات مثل أمة وليلى دخلتا في « منطق نضالي » متزمت، الحقيقة في فرنسا هي أن عدد من حالات ارتداء الفتيات للحجاب تأتي كرد فعل على كل أشكال الميز العنصري لهذا المجتمع؛ الإسلام دين مضطهدي الأحياء الهامشية. حتى أمة وليلى أصرتا على « أنهما لن يحملانه أبداً في بلد حيث يكون اجبارياً » جريدة « ليبيراسيون »، (٢٢ أيلول - سبتمبر ٢٠٠٣).

(ن ع) قال على أن بعض أحزاب اليسار « بالدعوة إلى "حق" الفتيات المسلمات ارتداء الحجاب في المدرسة تضيف أحياناً حجة مفادها أنه في غياب هذا الحق لا يمكنهن النفاذ إلى الثقافة، والتعليم الذي تمنحهما المدرسة. في الحقيقة ما يقولونه يعني الاستسلام للضغط الرجعي » « جريدة (ن ع) »، (١٩ سبتمبر - أيلول ٢٠٠٣). الضغط الرجعي الحقيقي في فرنسا مصدره البرجوازية (التي تستغل وتدفع الأئمة إلى مراقبة الأحياء الهامشية)، ليس الفتيات المرتديات للحجاب! (ن ع) تفترض عن خطأ أن كل من يعارض الطرد يقبل بالضرورة الحجاب. هناك

الحجاب في المدرسة : لا للطرد العنصري ! من أجل تحرير النساء عن طريق الثورة الاشتراكية !



موكب العصبة التروتسكية لفرنسا في تظاهرة ١٤ من شباط فبراير ضد قانون شيراك

تجدون أدناه منشور للعصبة التروتسكية لفرنسا بتاريخ ٩ تشرين الأول-أكتوبر ٢٠٠٣.

* * *

٢٤ أيلول-سبتمبر، أختين من اعدادية أوبيرفيلبي (Aubervilliers)، بالضاحية الباريسية، قد طردتا من المدرسة لارتدائهما الحجاب، وفي انتظار المجلس التأديبي الذي سينعقد غدا. هذا الطرد يأتي في عز الجدل الكبير، مع اللجنة ستازي (Stasi) التي وضعت لدراسة منع الحجاب بالمدرسة. شيراك (Chirac) وغفن (Raffarin) يدعيان بوقاحة الاهتمام بمصير الفتيات المسلمات. هراء! إنهم قلقين للغاية لدرجة طرد مئات المسلمين، الوثنيين و آخرين، كل يوم تقريبا عبر رحلات جوية خاصة ! الحكومة تحاول محاربة الإسلاميين حتى أنها طردت « نصر الدين- بورشد »، الناطق الرسمي « باسم المهاجرين بدون وثائق رسمية » ببيريبيونيون (Perpignan)، بإرساله في أواخر شهر غشت لموت محتمل على يد المتزمتين بالجزائر! الحكومة قلقة للغاية لمصير المسلمين حتى أنها تغدي أكنوبة كل مسلم إرهابي محتمل مع فيجيبيراط (Vigipirate) خطة الإرهاب العنصري اليومي. العصبة التروتسكية لفرنسا (LTF) تعلن : **فليسقط فيجيبيراط ! لا لرحلات التهجير! كامل حقوق المواطنة لكل المهاجرين! لا للطرد العنصري للفتيات المرتديات للحجاب! نعم لإعادة إدماج أمة وليلى بالإعدادية!**

ليس فقط اليمين هو الذي يكفح من أجل طرد الفتيات المرتديات للحجاب من المدرسة، حزب النضال العمالي (LO) [إن ع] كان رأس الحربة لطرد أمة وليلى بأوبيرفيلبي. حسب جريدة « لوموند »، ٩ تشرين الأول- أكتوبر ٢٠٠٣، « الأساتذة أعضاء (ن ع) يطلبون منذ بداية الموسم الدراسي المصادقة الفورية ». (ن ع) يقوم بنفس حملة الحكومة، شاء أم أبى. (ن ع) حيا الأساتذة الذين استماتوا من أجل طرد أمة وليلى : « حسنا، نحن نزكي الأساتذة الذين لهم الشجاعة للدفاع عن هذا الموقف ونتمنى أن يكون لدينا العديد منهم في هذا البلد. وبالأحرى، الأساتذة ليسوا بحاجة لعذر، ليسوا بحاجة للاحتماء خلف قانون، رسالتهم كأساتذة، ووعيم يجب أن يكون كافيا » « جريدة (ن ع) » ٢٦ سبتمبر- أيلول ٢٠٠٣، و بكلمات أخرى، (ن ع) يدعو كل الأساتذة القيام بأنفسهم بمهام طرد الفتيات المرتديات للحجاب، في عز الحملة الهستيرية بفرنسا من أجل ذلك.

(ن ع) ليس الوحيد في هذه الحملة من أجل طرد الفتيات العصبة الشيوعية الثورية (LCR) [ع ش ث] لها خلافات داخلية، لكن بالنسبة لإعدادية أوبيرفيلبي ليس لها إلا ذرة فرق مع موقف

(ن ع) إنها تبحث « إلى أقصى حد اجتناب وقف الدراسة أو الطرد » لكن « لا نريد الحسم مع إمكانية الطرد إذا استحال الحوار » جريدة « لوموند »، ٩ تشرين الأول- أكتوبر ٢٠٠٣. عضو (ع ش ث) تابع : « المشكل هو أن هاتان التلميذتان تذهبان إلى أبعد من ذلك بكثير [...] لهما منطق نضالي. » أستاذ من (ع ش ث) ينال حتى من (ش ش ث)، الشبيبة الشيوعية الثورية، منظمة شبيبة (ع ش ث) لأن هذه الأخيرة لها موقف صحيح في معارضة هذا الطرد العنصري. جريدة « لوموند »، ٩ تشرين الأول- أكتوبر ٢٠٠٣. هذا لا يمنع بأي حال (ش ش ث) أن تكون « خاضعة سياسيا » ل (ع ش ث) والا استعداد للقيام بحملة في فصل الربيع للوائح الانتخابية (ع ش ث)/(ن ع) إذن لسياستهما. سواء القانون العنصري لغفن أو أساتذة (ن ع) و (ع ش ث)، النتيجة واحدة بالنسبة للفتيات، وهي: « إلى الخارج! ».

ندافع عن أمة، ليلي وكل الفتيات المرتديات للحجاب ضد رد فعل الدولة البرجوازية وضد الأساتذة والآخرين الذين يبحثون عن طردهن. وفي نفس الوقت، و كشوعيين، نعارض الحجاب الذي يمثل برنامج مجتمعي رجعي من أجل حبس النساء داخل العائلة، في المنزل وفي وضعية العبودية (انظر مقالنا عن « النساء والهجرة في فرنسا »، ظهر في مجلتنا العالمية « سبارتاسيس »، نشرة فرنسية، ربيع ٢٠٠٣). معارضتنا للحجاب تشكل أيضا جزء من دوافعنا لمعارضة الطرد: هذا الطرد لا يؤدي إلا لتهميش وقمع أكثر عمقا للفتيات. معتقداتهن الدينية لا يمكنها